

LA REVUE NOUVELLE

ÉDITORIAL

La « cancel culture » à l'assaut du débat public	Renaud Maes	2
--	-------------	---

LE MOIS

Le cas de Jean-Marc II : <i>Belgium is the Good Place</i>	Vicki Strapoci	9
Premier degré différencié du secondaire : les limites d'une pédagogie de la compensation pour lutter contre l'échec	Azzedine Hajji	13
Haïti : la crise au prisme d'un autre regard	Frédéric Thomas	19

BILLET D'HUMEUR

La séparation	Pauline et Ninon Mazeaud	24
---------------	--------------------------	----

dossier • 15-M, LA GUEULE DE BOIS

Introduction	Cristal Huerto Moreno et Carlos Diz	28
La vie sur scène : vivre avec le trouble après le 15-M	Carlos Diz et Brais Estévez	31
Podemos, du mouvement au parti. Chronique d'une désillusion	Vincent Scheltiens Ortigosa	38
Vox : de nouvelles métaphores au secours du système néolibéral	Gabriel Bayarri	45
Féminisme espagnol. Que reste-t-il du mouvement des Indignés ?	Guadalupe Jiménez-Esquinas et Carlos Diz	54

UN LIVRE

<i>La putain du Califat</i> , de Sara Daniel et Benoît Kanabus	Guillaume Destexhe	62
--	--------------------	----

ARTICLES

Alibaba et Amazon sous le feu des critiques	Bruno Lefèvre et Louis Wiert	65
La sécurité sociale sous le regard de <i>La Revue nouvelle</i>	Pierre Reman	75

ITALIQUE

La poudre	Martin Labie	96
-----------	--------------	----

Illustration de couverture : photo de Antia Glez, 15-M, Flickr

Biographie des auteurs en fin de numéro

15-M, la gueule de bois

Introduction

La vie sur scène : vivre avec le trouble après le 15-M

Podemos, du mouvement au parti.

Chronique d'une désillusion

Vox : de nouvelles métaphores
au secours du système néolibéral

Féminisme espagnol.

Que reste-t-il du mouvement des Indignés ?

Gabriel Bayarri, Carlos Diz, Brais Estévez, Cristal Huerdo Moreno,
Guadalupe Jiménez-Esquinas, Vincent Scheltiens Ortigosa

LOS HÉROES YA NO LLEVAN
CAPA Y SÍMBOLO EN EL PECHO,
ESTÁN ACAMPADOS EN LA PLAZA
POR TUS DERECHOS.

Les héros ne portent plus ni cape ni symbole sur la poitrine
ils campent sur la place pour tes droits.



15-M, la gueule de bois

Cristal Huerdo Moreno et Carlos Diz

La date du 15 mai 2021 correspond au dixième anniversaire de l'éclosion sur la scène publique du mouvement des Indignés (aussi connu sous l'appellation 15-M) qui tira de sa torpeur un pays durement touché par la crise.

Depuis la fin des années 1990, l'Espagne avait vécu des années d'euphorie en profitant des dividendes d'une croissance exceptionnelle. L'avenir lui appartenait et l'Espagnol était le plus optimiste et le plus heureux des Européens, selon une enquête d'Eurostat de 2007. Un an plus tard, le tsunami provoqué par la crise mondiale balayait brutalement cette joie de vivre et cette confiance en l'avenir. Les Espagnols, arrachés à leurs rêves de prospérité, peinaient à reconnaître leur pays : faillites en cascade, taux de chômage record (en particulier celui des jeunes qui dépassait les 50 %), baisses des salaires de la fonction publique, arrêt de la revalorisation des pensions, incapacité à payer les emprunts hypothécaires et expulsions massives des logements, hausse de la TVA, etc.

À la fin de l'année 2011, le gouvernement Zapatero (PSOE) céda la place à celui de Mariano Rajoy (PP) qui redoubla les mesures d'austérité mises en place par les socialistes. La crise, qui n'était au départ qu'économique, se mua en crise politique (dénonciation du bipartisme, de la corruption, des privilèges, etc.), sociale (chômage, enseignement, émigra-

tion forcée, coupes budgétaires, crise du logement, pensions...), institutionnelle (scandales de corruption dans la famille royale, contestation des privilèges de l'Église catholique, etc.) et territoriale (processus indépendantiste catalan qui débute en 2012).

Inspirés par les révoltes au Portugal, en Grèce et en Islande, mais aussi par les printemps arabes, les Espagnols firent entendre leur voix au lieu de rester anesthésiés dans leur fauteuil devant la télé ou accoudés à un bar. Ainsi, le 15 mai 2011, une manifestation générale — convoquée par la plateforme *Democracia Real Ya* — connut un succès inespéré, rassemblant des dizaines de milliers de manifestants à travers les grandes villes espagnoles. Les citoyens descendaient dans les rues pour exiger une réforme du système électoral mettant un terme au bipartisme, pour s'opposer au capitalisme sauvage, à la spéculation financière, aux mesures d'austérité et pour dénoncer la corruption des élites politico-financières.

À la tombée de la nuit du 15-M, une vingtaine de personnes décidèrent de camper sur la Plaza del Sol de Madrid. Cette idée spontanée se répandit à travers les réseaux sociaux, drainant toujours davantage de campeurs. Des campements fleurirent sur d'autres places à travers le pays. Au petit matin du 16 mai, les manifestants madrilènes

furent délogés par les forces de l'ordre et une vingtaine d'entre eux furent arrêtés. Le 17 mai, la Plaza del Sol fut reprise, ils étaient plus de dix-mille cette fois. Le mouvement pacifique des Indignés était né.

Dormíamos y despertamos (Nous dormions et nous nous sommes réveillés) est l'un des nombreux slogans scandés lors des sit-in. Ce fut un réveil citoyen, politique, inattendu. Qui aurait pu croire que l'Espagnol moyen se bougerait pour autre chose qu'un match de foot ? *Apaga la tele, toma la calle* (Éteins la télé et prends la rue) : en occupant les places pacifiquement, ils se réappropriaient l'espace public ; les places devenaient des agoras où tous pouvaient prendre la parole. On y faisait de la politique participative, on s'y faisait entendre, on sortait de la solitude et ce faisant, on comprenait qu'on appartenait à une multitude, prise par les mêmes angoisses, confrontée aux mêmes problèmes. *Nos quieren en soledad nos tendrán en común* (Ils nous veulent isolés, ils nous trouveront soudés) était un autre slogan du 15-M. C'est sans doute le partage d'un quotidien précaire et d'une rage de se sentir impuissants qui fédéra les participants à un mouvement pourtant très hétérogène. La crise nuisait à tous, ensemble ils pouvaient changer la donne. L'enthousiasme était revenu. Il était temps de bouger, de construire ensemble une société meilleure : *soñar un mundo mejor* (rêver un monde meilleur).

Dans leur manifeste, les Indignés se définissaient comme « un groupe hétérogène mu par les mêmes aspirations, par une même indignation et prônant une révolution éthique fondée sur l'égalité¹ ». Le mouvement était inclusif, ouvert, solidaire ; il prônait la politisation des

citoyens, la résistance pacifique, l'horizontalité, l'ouverture à tous, l'absence de chef de file.

S'il était initialement prévu de maintenir les campements jusqu'aux élections municipales et régionales du 22 mai 2011, très vite, le mouvement se pérennisa en se structurant de manière décentralisée à travers des assemblées, des collectifs, des associations de quartier. Les Indignés levèrent les campements dans le courant du mois de juin avec le slogan *No nos vamos nos expandimos* (Nous ne partons pas, nous nous étendons). Et de fait, l'esprit du mouvement perdura. Il y eut la Marche populaire indignée (juillet 2011) qui convergea vers la capitale, d'autres suivirent en Espagne et ailleurs. Le 15-M muta, essaima², son esprit, ses revendications furent repris dans de nombreuses manifestations : des mobilisations de *las Mareas* (les Marées) arborant les couleurs de secteurs de la société (Marée blanche : soins de santé, Marée verte : enseignement, etc.) jusqu'aux grèves générales (notamment celle du 22 mars 2014, la plus grande manifestation de l'histoire espagnole rassemblant deux-millions de manifestants) en passant par la naissance de Podemos.

Il faut noter que ce succès doit énormément aux réseaux sociaux : de nombreuses actions furent menées sous la bannière de hashtags tels que #RodeandoCongreso, #GeneracionIndignada, #15m, #DemocraciaRealYa, #NoLesVotes, #AcampadaSol, #SpanishRevolution, #NoTenemosMiedo, #NoNosvamos, #YesWeCamp³, etc.

2 | Fernández de Rota A., « La nuée des Indignés, ambitions et limites », *La Revue nouvelle*, n° 7, 2015, <https://cutt.ly/zvD7cFd> (NDLR).

3 | #EntourerLeParlement, #GénérationIndignée, #15M, #DémocratieRéelleMaintenant, #NeVotePasPourEux, #CampementSol, #SpanishRevolution, #NousNavonsPasPeur, #NousNePartonsPas, #YesWeCamp.

1 | « Manifiesto del movimiento 15-M "Democracia real, Ya" », *Diariocrítico*, <https://cutt.ly/OvD7YTta>.

À l'heure où les médias officiels dénigraient, voire minimisaient le mouvement, les réseaux sociaux servirent à diffuser l'information, mais aussi à rendre aussi compte des violences policières, comme le 27 mai 2011, lors du délogement des Indignés de la Plaça Catalunya à Barcelone. Par ailleurs, le cyberactivisme mit au jour des scandales de corruption. Ainsi, la plateforme Xnet et son émanation 15-M PaRato⁴ dévoilèrent des actes constitutifs de corruption et révélèrent des faits qui valurent un procès à un ancien ministre de l'Économie (PP), Rodrigo Rato, pour sa gestion de Bankia.

Le 15-M fut un mouvement d'une ampleur inédite, qui bouleversa de nombreux secteurs de la société. Il constitua alors, pour bien des Espagnols, mais aussi pour nombre d'observateurs étrangers, un espoir de renouveau politique et social.

C'était il y a dix ans déjà... Quelles traces en reste-t-il ? C'est la question à laquelle nous avons essayé de répondre dans ce dossier.

Dans leur texte, Carlos Diz et Brais Estévez abordent le 15-M au travers de l'expérience personnelle qu'ils en ont eue et s'interrogent sur la faiblesse du souvenir qui en a été transmis aux jeunes générations. Ils retracent les origines du mouvement des Indignés et ses connexions avec les luttes antérieures et sa postérité, bien faible à leur sens.

Dans sa contribution, Vincent Scheltiens Ortigosa interroge l'héritage proprement politique du 15-M : la mise à mort du bipartisme et l'éclosion de nouveaux partis. Il se penche plus spécifiquement sur la naissance et le destin de Podemos, né du mouvement, mais aujourd'hui (trop) parfaitement intégré dans le paysage politique espagnol.

De son côté, Gabriel Bayarri se penche sur l'autre parti issu des bouleversements de la société espagnole de ces dix dernières années : Vox. Émanation d'extrême droite du Parti populaire, rassemblant initialement des nostalgiques du franquisme, il connut un développement spectaculaire à la faveur de la crise catalane de 2012. Ce parti témoigne en cela des capacités d'attraction d'un discours ultraconservateur que l'auteur analyse dans sa contribution.

Guadalupe Jiménez-Esquinas et Carlos Diz, quant à eux, se penchent au chevet du féminisme espagnol. Fondant leur réflexion sur le vécu personnel de Guadalupe — en un récit à la première personne qui rappelle les prises de paroles individuelles de l'époque —, ils montrent en quoi le féminisme entretient un rapport paradoxal avec le mouvement. Il fallut d'abord du temps pour qu'il soit intégré pleinement au 15-M, tant les mobilisations initiales tenaient les femmes à l'écart et reproduisaient des modes patriarcaux d'accaparement de la parole par les hommes. Cependant, le féminisme espagnol, l'un des plus vivants d'Europe, est pleinement l'héritier du 15-M et, à coup sûr, le mouvement social qui entretient le plus la flamme allumée voilà dix ans.

4|Jeu de mot qui présente un double sens : « rato » étant à la fois le nom de famille de l'ancien ministre et un substantif qui signifie « moment » (15-MPourRato et 15-M PourUnBonMoment).

La vie sur scène : vivre avec le trouble après le 15-M

Carlos Diz et Brais Estévez

Dix ans après le 15-M, toujours imprégnés par ce mouvement social, nous nous interrogeons sur sa pertinence et ses effets sur les modes de vie dans l'Espagne contemporaine. Pour ce faire, nous nous appuyons sur nos expériences, en réfléchissant, depuis une position incarnée, à cette interruption sensible du consensus politique espagnol.

Nous aimons penser à partir d'un exemple. Penser et nous penser nous-mêmes à partir d'éléments du quotidien, où les échelles particulières et collectives se côtoient et s'entremêlent et sans faire allégeance aux unes ou aux autres. Nous poser des questions à l'intersection de l'anthropologie et de la géographie, comme ici, ou à l'interface de l'institution universitaire et de ses périphéries précaires. Nous écrivons ce texte, dix ans après la naissance du mouvement des Indignés, avec nos tripes autant qu'avec notre tête. Nous le faisons de manière située, incapables d'oublier cette magnifique expérience de politisation et d'émoi général qui a rassemblé les gens sur les places en mai 2011. À l'époque, nous étions plus jeunes, peut-être plus heureux, certainement plus innocents.

Dans ce texte, nous nous interrogerons sur l'actualité du mouvement des Indignés et sur son incidence sur le mode de vie de l'Espagne contemporaine. Pour

ce faire, nous nous appuyons sur nos propres expériences et réfléchissons, depuis une position incarnée, à cette interruption marquante du consensus politique espagnol. En effet, pour nous, le 15-M a ouvert la possibilité de repenser notre vie avec autrui. Ce mouvement fut un don qui transforma *lo común* (les communs) en un objet politique privilégié et beau. En imitant les actes de subjectivation postidentitaires promus par le 15-M, nous entremêlons nos voix dans l'espoir qu'à travers elles ce soit *tout un chacun* qui s'exprime. Sur les places, n'importe qui pouvait parler et raconter son histoire. Loin d'une figure sociologique donnée, le manifestant lambda de ces places représentait un court-circuit dans l'éventail des identités établies ; il s'exprimait en reliant chaque récit intime à une forme de désir ou de besoin collectif. À l'instar du mouvement des Indignés qui a expérimenté des façons de vivre et des sens du politique à travers une sensibilité

démocratique radicale, dans ce texte, nous expérimenterons une écriture unissant des voix et des histoires qui pourraient être celles de n'importe qui.

Premier acte. Dire non : un évènement désormais privé de sens

Il y a quelques semaines, dans le cadre du cours d'Action collective que je dispense à l'université de La Corogne (Galice) en dernière année de sociologie, j'ai demandé à mes étudiants s'ils avaient entendu parler du 15-M. Ils m'ont répondu que non. Je me suis senti comme dans cette planche de bande dessinée de El Roto¹, où, en 2011, une foule bigarrée brandissait un drapeau blanc dénué de valeur symbolique. Au-dessus du dessin on peut lire : « Les jeunes ont battu le pavé et, soudain, les partis ont vieilli... ». Moi aussi, j'avais pris un fameux coup de vieux en entendant leur réponse. Ce qui, pour moi, avait marqué un tournant générationnel ne soulevait que silence dans la classe. Ils avaient 12 ou 13 ans lorsque l'indignation populaire avait éclaté et envahi les places, générant d'innombrables slogans, suscités par la crise financière internationale de 2008. Parmi ceux-ci : « Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers ». Cette crise économique, pendant plusieurs années, avait étranglé les pays du sud de l'Europe jusqu'à l'asphyxie. Elle portait aussi en elle d'autres crises : de la représentation et de la légitimité des institutions espagnoles (partis politiques, pouvoir judiciaire, presse, banques, syndicats, université, monarchie). Bref, nous étions face à la première grande crise de la démocratie, quarante ans après la fin de la dictature franquiste, confrontés à une crise de régime. C'est du moins ce que traduisaient les centaines de protestations qui s'élevaient des rues.

Dire « non » peut revenir à refuser, sans renoncer. Ce « non » est parfois un pas vers la rébellion, qui pousse à prononcer d'autres « oui », quand on commence à penser par soi-même². Le mouvement des Indignés, en tant qu'expression politique d'une jeunesse précarisée, était ce « non » et ce « oui ». Tout d'abord, il était un refus de la « Culture de la Transition », ce rapport très particulier au politique né de la Transition démocratique, après la mort de Franco et l'adoption de la Constitution démocratique de 1978. Il s'agissait de construire, de manière hiérarchique, une culture politique fondée sur un « pacte de l'oubli » imposé à tous. Ce consensus n'était pas l'aboutissement d'un processus démocratique, mais le point de départ de la démocratie espagnole naissante. Cette culture imposait un seul récit : celui d'une société au passé traumatique et qui devait être bridée. Il y avait des choses – au premier rang desquelles la Guerre civile et le récit du régime dictatorial franquiste – qu'il valait mieux ne pas toucher, ne pas faire, ne pas demander et ne pas dire. En d'autres termes, il fallait se taire et déléguer savoir et pouvoir de tous à une minorité qui, elle, savait et pouvait. C'était le prix à payer pour la démocratisation et un bien-être social accru, bien qu'inégalement réparti. Cette culture fondait une démocratie libérale représentative et capitaliste.

Le mouvement des Indignés vit le jour pour contester ce silence et ce consensus, d'abord sur les réseaux sociaux, ensuite dans les campements et, plus tard, dans les quartiers³. Aux cris de « une vraie démocratie, maintenant » et « ils ne nous représentent pas », les Indignés exigeaient d'entreprendre leur propre Transition et de débattre de sujets qui jusqu'alors avaient été gardés jalouse-

1|Andrés Rábago García, plus connu sous le pseudonyme de El Roto, est un célèbre auteur de bande dessinée et dessinateur de presse espagnol. Voir la planche : <https://cutt.ly/LvRngsp> (N.d.T).

2|Camus A., *L'homme révolté*, Gallimard, 1951.

3|Diz C., « Escuelas de democracia y 15-M: participación, redes, ensayos », *Educación em Perspectiva* 7 (2), p. 367-390, 2016.

ment : le bipartisme, la corruption politique, la forme de l'État, la nature de la démocratie... Nous voulions « tout changer » et, plus particulièrement, nous ré-approprier nos vies dérobées par la crise ; c'est pourquoi, nous avons fait le pari de mettre la vie au centre de la politique. Le 15-M disait oui à de nombreuses choses : à la participation citoyenne, à la démocratie directe, à la politisation du quotidien, aux agoras, aux assemblées populaires, à la communauté, aux réseaux de voisinage, à l'éthique des soins apportés à autrui, à la dignité. Il disait surtout « oui » au projet de penser par soi-même les possibilités d'une vie en commun, dans un contexte d'angoisse et de crise généralisée qui n'avait pas pour autant étouffé les désirs et les forces vitales. À sa façon, en se faufilant dans les discussions quotidiennes — dans les rues, au café, à la télévision ou dans les classes — et en comptant sur la sympathie d'une large part de la population, le 15-M est parvenu à interrompre et à court-circuiter le fonctionnement « normal » de l'expérience sensorielle et politique, jouant dans la vie publique un « partage du sensible »⁴. Dix ans plus tard, entre le « non » du 15-M à la Culture de la Transition et le « non » silencieux de mes étudiants, qu'est-ce qui avait changé ? Pourquoi cet évènement, qui semblait avoir surgi pour tout balayer, ne résonnait-il plus dans la majorité des corps présents dans cette classe ?

Deuxième acte. Production de sens

Le 1^{er} mai 2011, nous étions cinq amis, presque trentenaires, qui nous étions réunis au crépuscule dans un appartement du Barri Gòtic de Barcelone. Nous avions passé la journée ensemble, déambulant d'une manifestation à l'autre pour voir défiler avec pompe, dans les rues du centre-ville, suivant un rituel éculé, le reliquat des revendications historiques de la classe ouvrière. L'organisateur de

cette rencontre nous avait convoqués chez lui afin de filmer⁵ une conversation qui s'était tenue entre les manifestations du 1^{er} mai et la grève générale organisée huit mois plus tôt, soit le 29 septembre 2010. Nous avons tous vécu cette journée de grève générale comme un premier grand acte de contre-sorcellerie⁶, s'opposant à la crise financière mondiale et aux politiques d'austérité, c'est-à-dire comme un évènement qui semblait conjurer les formes de domination et de capture qui, tel un sortilège, nous transformait en spectateurs enchaînés, en sujets de plus en plus amers et cyniques, alors que le néolibéralisme nous poussait vers la précarité. D'une certaine manière, cet évènement impliquait une prise, un espace capable de donner à une situation concrète, le pouvoir de nous faire réfléchir et agir ensemble⁷. Dans le cas présent, il s'agissait d'un espace où s'aventurer pour mener une lutte de réappropriation de nos vies, appauvries et immobilisées par la crise. Cependant, après avoir passé la journée plongés dans les rituels mélancoliques et impuissants des manifestations du 1^{er} mai, nous avions presque tous pressenti que cette rencontre nocturne nous confronterait irrémédiablement à nos propres impuissances, semblables à celles du mouvement ouvrier traditionnel. Ainsi, nous devions ouvrir la boîte noire de nos vies : cabossées, fissurées, blessées et menacées de blocage, après trois ans de crise économique.

Le 25 septembre 2010, quatre jours avant la première grève générale, un mouvement qui se nomma *Moviment del 25* (Mouvement du 25) prit possession de l'édifice qui avait accueilli le siège du Banco Español de Crédito, sur la Plaça

5| Cette rencontre a donné lieu au film *Vida Extra*, <https://cutt.ly/tvRbCm4>.

6| Pignarre Ph. et Stengers I., *La sorcellerie capitaliste : pratiques de désenvoûtement*, La Découverte, 2005.

7| Stengers I., *Au temps des catastrophes : résister à la barbarie qui vient*, La Découverte, 2013.

4| Rancière J., *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, La Fabrique Éditions, 2000.

de Catalunya. Avec la question *quina és la teva vaga?* (quelle est ta grève?), cette occupation ouvrit un espace de politisation radicale dans un édifice monumental du centre-ville, inoccupé depuis 2007. Les smartphones n'étaient pas encore des objets courants à l'époque, c'est donc via un blog et des espaces de contre-information que le mouvement lança un appel à participer à la grève à l'adresse d'une multitude de personnes dont les modes de vie ne collaient ni avec l'organisation classique du travail ni avec ses politiques de représentation. La violence de la crise incita de nombreuses personnes à se joindre à la grève, mais, dans le même temps, entrava l'exercice effectif de ce droit. Une génération, la nôtre, ne parvenait pas à s'intégrer dans la vie professionnelle, et difficilement dans la vie elle-même. Nombre d'entre nous vivaient grâce à des bourses, n'avaient pas de contrat de travail et occupaient des emplois précaires. Beaucoup d'entre nous étaient tout simplement au chômage et à la dérive. Dans tous les cas, nous étions nombreux à ne pas bien savoir comment prendre part à la grève générale, au-delà de notre simple présence aux manifestations. Évidemment, personne n'envisageait de s'affilier aux syndicats majoritaires qui, complètement déconnectés des circuits contemporains de la précarité des jeunes, ne nous représentaient pas.

D'une certaine façon, avant même l'appel à la grève, celle-ci avait déjà été *hackée*. Pour la première fois, après près de trois ans de coupes budgétaires, de chômage, d'anéantissement de nos perspectives de vie, de peur et d'isolement, cette grève générale modifiait notre position de sujets. Dans une certaine mesure, nous nous émancipions de notre subjectivité victimaire : jeunes précaires, simples victimes de la crise à la merci des décisions des politiques et des élites financières. Mais, surtout, nous modifions le type de relations (la pratique

politique) que nous établissions avec ce qui nous arrivait au départ de ces identités. Nous avons ainsi commencé à nous détacher de notre rôle de polémistes, aussi raisonnés que désorientés, et de spectateurs critiques portés sur le jugement moral, la dénonciation abstraite et la simple énonciation. Nous voulions, ensemble, ne faire qu'un dans une expérience radicale qui, en plus de souffler un vent de transformation dans des endroits que celle-ci n'atteignait normalement pas, revendiquait un projet de société : « Nous appelons à créer des comités de grève dans les quartiers ou à participer à ceux qui sont déjà constitués et à les consolider au-delà du 29 septembre, afin qu'ils deviennent des comités d'auto-organisation de la vie collective. À créer de nouveaux espaces de résistance et d'entraide sur les lieux de travail. À créer des outils de solidarité entre les personnes réprimées qu'elles soient sans papiers, musiciennes des rues, marchandes à la sauvette ou travailleuses du sexe, qu'elles se soient faufilees sans payer dans le métro ou soient à la rue. À créer de nouvelles coopératives de travail pour résoudre le problème du chômage et de la précarité par l'autogestion. À créer une nouvelle union internationaliste qui regroupe les personnes avec ou sans papiers, nées ici ou ailleurs. À créer des groupes de consommation critique, coopératifs et auto-organisés, pour arrêter de consommer des biens superflus et nocifs et briser le parasitisme des grands intermédiaires. À créer des coopératives de crédit, ou à participer à celles qui existent déjà afin de cesser de verser le peu d'argent que nous avons aux banques capitalistes. À créer les mouvements que nous croyons aptes à promouvoir la résolution de ces besoins, à promouvoir nos désirs, à étendre nos luttes à celles des autres, à pratiquer l'entraide et à créer une nouvelle société⁸. »

8 | Fragment du manifeste lu lors de l'assemblée organisée à la veille de la grève générale.

Les rues désertes de ce 1^{er} mai ne reflétaient pas l'expérience de cette grève générale, mais elles ne laissaient pas non plus présager ce qui se produirait à peine deux semaines plus tard, à savoir la concrétisation sur les places de ce projet de société : le 15-M.

La vie en commun : vivre avec le trouble

« Ils ne nous représentent pas » fut un des slogans les plus scandés sur les places en 2011. En moins de trois ans, la puissance et l'effervescence de cette mobilisation citoyenne historique débouchèrent sur une fulgurante irruption électorale. Podemos, un parti fondé par un groupe de jeunes professeurs d'université de gauche, se présenta en 2014 aux élections européennes, deux mois seulement après sa création. Il obtint 1253 837 voix et cinq députés. En 2015, la surprise fut encore plus grande. À l'échelle locale, le « mouvement municipaliste », formé majoritairement par des militants et des personnes liées, de près ou de loin, au mouvement des Indignés, se présenta aux élections et parvint à accéder à des postes de pouvoir et à représenter l'opposition, dans des dizaines de villes espagnoles. À l'échelle nationale, Podemos fit irruption au Congrès des députés, récoltant 5 millions de voix grâce auxquelles il devint la troisième force politique. Ce qu'on nomma à l'époque « *asalto institucional* » (un assaut institutionnel) impliquait une tentative de rendre effectif — par la prise de pouvoir et l'application de politiques publiques — ce programme pour l'existence répété des années auparavant dans les rues, en marge des institutions. Paradoxalement, cet assaut fut réalisé par le biais du même mécanisme qui avait été collectivement contesté sur les places : la représentation.

Quoi ou qui ne nous représentait pas en 2011 ? Les élites ? Les partis traditionnels ? Les syndicats ? Ou était-ce le

système même, perçu comme corrompu et funeste avec ses règles, sa hiérarchie, ses privilèges, ses traditions, ses valeurs, son leadership et sa discipline ? Que cela soit le tournant marqué par la victoire des « mairies du changement » dans de nombreuses villes en 2015 ou, récemment, la coalition gouvernementale formée par Unidas Podemos et le PSOE, les partis politiques tentèrent, à de nombreuses reprises, de promouvoir le discours indigné. Il est clair que pour « tout changer », il faut être sur tous les fronts, mais il ne fait aucun doute que la vie et la politique n'ont pas leur place dans un programme électoral ou, comme on le criait sur les places il y a dix ans : « Vos urnes sont trop étroites pour nos rêves ». Aujourd'hui encore et malgré ce qui a été réalisé, à l'intérieur et à l'extérieur des institutions traditionnelles, les questions posées par le 15-M demeurent pertinentes et nécessaires, de même que ses valeurs et ses défis démocratiques. Nombreux sont encore les secteurs qui nécessitent d'être réinventés de manière radicale, comme ce fut le cas en 2011. Ceux d'entre nous qui, une infime minorité, ont réussi au fil des années à obtenir un poste à l'université — toujours partiel et précaire pour les plus jeunes et difficilement conciliable avec la vie — constatent combien l'institution est aujourd'hui encore le reflet de bon nombre de problèmes de la société espagnole. On peut les résumer en quelques adjectifs : hiérarchique, stagnante, endogamique, vétuste, ségrégative et autoréférentielle. L'université aurait, elle aussi, grand besoin d'un 15-M.

En décembre 2016, un an après l'émergence des mairies du changement, à l'instar de centaines de milliers de jeunes Espagnols depuis le début de la crise, j'ai emprunté le chemin de l'émigration. Pour ma part, je suis parti pour le Brésil. Une bourse postdoctorale d'une institution brésilienne m'a permis de sortir de l'impasse dans laquelle je me trouvais,

tant dans mon parcours académique que dans ma propre vie. Pour sortir de la crise, il me fallait sortir du pays. Malgré les victoires électorales successives de la *nouvelle politique*, la vie demeurerait difficile à supporter pour beaucoup de personnes. Certes, les corps qui occupaient le champ politique de la représentation institutionnelle avaient changé. Les victoires électorales successives de la nouvelle politique n'ont pourtant pas empêché que, pour beaucoup, la vie continue d'être très difficile. Les corps qui occupaient le champ politique de la représentation institutionnelle avaient changé (on pouvait désormais reconnaître des jeunes, et même des collègues et des amis, à la tête des conseils municipaux et même dans les ministères), mais la frontière qui séparait les espaces de représentation et les espaces de vie ne s'était pas estompée. En un clin d'œil, je me retrouvai de l'autre côté de l'Atlantique, plongé, à nouveau, et c'est là l'ironie, dans une monumentale crise de représentation dans laquelle résonnaient de nombreux éléments de la crise du régime espagnol. Au Brésil, elle avait éclaté en juin 2013, lorsque l'annonce de la hausse des prix des transports publics avait mis le feu aux poudres et soulevé un nouveau type de protestations dans laquelle s'exprimait un profond malaise. Quatre mois avant mon arrivée, un *impeachment* avait évincé Dilma Rouseff de la présidence de la République. Cette crise de la représentation se mua petit à petit en délire d'extrême droite et s'engouffra, tambour battant, dans une dystopie réactionnaire qui proposait un monde nouveau aux relents de pulsion de mort.

Pendant mes presque trois années de postdoctorat, je n'ai pas cessé de faire référence au mouvement des Indignés dans mes cours, recherches et engagements : c'était mon domaine. La puissance politique de ce délire éclata avec la victoire de Bolsonaro. Avec lui, une violente politique revancharde éclata et

dirigea, entre autres, son action contre l'université, mettant fin à ma bourse. Du jour au lendemain, je me retrouvai à nouveau en Espagne, une fois de plus sans emploi. Cependant, à ma grande surprise, je me rendis compte qu'il n'avait pas fallu longtemps pour que, ce que je considérais toujours comme *mon domaine*, ait perdu de sa pertinence. Il ne restait plus grand-chose de la joie et des aspirations du mouvement des Indignés dans l'Espagne de 2020, et encore moins des expériences d'intelligence collective égalitaire qui avaient porté sur *lo común*. Des traces et des échos de son langage demeuraient partout, essentiellement dans la rhétorique de ceux qui avaient eu accès à la représentation et en avaient fait leur profession. Mais, dans mon entourage, la joie s'était à nouveau tarie. À sa place, proliféraient, une fois encore, les affects dominants du cycle politique précédent, à savoir le sentiment d'humiliation, d'isolement et d'impuissance. Nous avions transformé la politique parlementaire, mais pas celle de la vie. Le temps avait passé, pour beaucoup la vie avait pris un nouveau cours, et le pari électoral et parlementaire avait, d'une certaine manière, abandonné l'exploration d'une politique de la vie qui dépasse le champ institutionnel. De plus, les énormes attentes suscitées par le mouvement des Indignés (« tout changer ») se sont heurtées à la dure réalité et les excès rhétoriques n'étaient plus à la hauteur des aspirations.

Dans sa réponse collective, affective et constructive à la *Cultura de la Transición*, le mouvement des Indignés dépoussiéra durant plusieurs années nos institutions et notre société, en sortant des tiroirs les mots, les choses, et les questions enfermés durant des décennies. En disant non, il disait oui à la réinvention de la vie en commun. Pour le mouvement des Indignés, la démocratie espagnole, telle qu'elle avait été conçue et organisée par les élites jusqu'alors, n'était plus la

norme, mais le problème. Elle n'était pas indiscutable, mais, précisément, l'objet d'une discussion publique, une démocratie qu'il fallait repenser, reconstruire et réaliser ensemble, à l'intérieur et à l'extérieur des institutions. En disant oui, le 15-M a amené à repenser la politique en continuité avec la vie, et à comprendre la vie comme un problème politique commun⁹. Dix ans plus tard, au milieu d'une crise sans précédent aux nombreuses ramifications (politiques, économiques, climatiques, sociales, humanitaires, sanitaires...), l'écho de ces questions nous invite à « vivre avec le trouble¹⁰ ». Car il s'agit d'apprendre à vivre et à mourir ensemble dans un monde blessé et pétri d'inégalités.

De nos jours, que ce soit depuis l'institution universitaire ou depuis la précarité qui règne à sa périphérie, nos voix s'unissent au souvenir de ce geste collectif, posé en 2011, et de sa trajectoire politique jusqu'à ce présent encore plus incertain et cruel. De même que les campements sur les places lors du 15-M firent écho aux manifestations nord-africaines des mois précédents, l'exemple des Indignés essaima ensuite en Europe et en Amérique. Aujourd'hui, que ce soit au Brésil ou ailleurs, nous assistons à une nouvelle dissémination d'idées et de gestes politiques qui, se nourrissant de la peur et de l'impuissance, ébranlent dangereusement les valeurs de *lo común*. En Espagne, l'extrême droite antidémocratique qui se revendique de la Cultura de la Transición, mais également du franquisme lui-même, siège désormais au Congrès aux côtés de Podemos. En 2011, préfigurant un monde commun fait de rencontres, le 15-M expérimentait une redistribution sociale du sensible¹¹ qui réenchantait

la vie publique et démocratique par des pratiques égalitaires dans tous les espaces. En revanche, de nos jours, le reflux des espaces qui soutenaient et encourageaient le questionnement sur la manière de vivre ensemble et autrement, a laissé émerger l'expression de sensibilités moins hospitalières, dans un climat de peur et de méfiance qui alimente le populisme de droite.

Pour conclure, revenons à mes étudiants, accablés par la pandémie de la Covid 19, le visage mangé par des masques qui laissent à peine deviner un regard perplexe. Cette après-midi-là, le silence qui se fit dans l'auditoire mit en lumière, d'une part, le jalon que le 15-M représentait dans nos vies et, d'autre part, l'écart générationnel qui nous séparait des étudiants. Chemin faisant, le temps s'est écoulé, la politique de la représentation est passée, et ce joyeux intermède collectif qui fit résonner les places est désormais révolu. Mes étudiants me confiaient qu'ils n'avaient entendu parler du 15-M que certains politiciens qui, de temps en temps, évoquaient le mouvement des Indignés avec sarcasme ou nostalgie, mais qu'ils ignoraient de quoi il était réellement question. Or, tout comme nous en 2011, c'est aujourd'hui à leur tour de poser de nouveaux gestes et d'ouvrir d'autres horizons de sens pour faire face à un avenir mutilé. Le mouvement des Indignés, avec son innocence et ses faiblesses, s'est efforcé d'articuler un « nous » large, démocratique et inclusif, dans lequel chacun pouvait se raconter aux côtés d'autrui. Maintenant que la vie nous éloigne, dans le temps, dans l'espace, actualiser de tels gestes pourrait nous aider à donner un (autre) sens à notre vie en commun.

9 | Garcés M., *Un mundo común*, Bellaterra, 2013.

10 | Haraway D., *Vivre avec le trouble*, Éditions des Mondes à faire, 2020.

11 | Rancière J., *Le partage du sensible. Esthétique et politique*, La Fabrique éditions, 2000.

Adaptation française : ateliers de traduction encadrés par Manon Gillet et Cristal Huerdo Moreno, FTI-EII, UMONS.

Podemos, du mouvement au parti

Chronique

d'une désillusion

Vincent Scheltiens Ortigosa

Ce qu'il est convenu de nommer « 15-M » fut un mouvement protestataire qui bouleversa le jeu politique espagnol. Très fortement participatif, suscitant une large adhésion dans les milieux de gauche, il fut rapidement confronté à l'éternelle question de l'intégration au système démocratique représentatif. Le résultat en fut la fondation de Podemos, un nouveau parti de gauche qui prétendait incarner le mouvement pour lui permettre une participation au pouvoir. Mais un tsunami social peut-il s'intégrer aux institutions étatiques ?

Le Mouvement des Indignés, qui a secoué l'Espagne à compter du 15 mai 2011, a été qualifié de tsunami social. Avec dix ans de recul, cette métaphore apparaît tout sauf exagérée. La secousse avait été provoquée par un cocktail toxique à base de réponses néolibérales à la crise bancaire et de corruption galopante de l'establishment politique qui imposait sans scrupule ces mesures et restrictions. Deux indicateurs clairs mettent en lumière la dureté de la crise d'alors. D'une part, un chômage des jeunes qui dépassa les 50 % et, d'autre part, une émigration excédant le niveau des retours au pays, situation que l'Espagne n'avait plus connue depuis les années 1950-1960. Mais, à la différence de ce qui se passa au cours de ces sombres décennies, ce n'étaient plus maintenant des travailleurs peu scolarisés qui portaient chercher un avenir à l'étranger, mais,

pour l'essentiel, les jeunes les plus diplômés. Du reste, nombre d'entre eux s'engagèrent dans le grand mouvement de résistance, le marquant ainsi de leurs accents propres, par exemple dans le cadre d'un mouvement au nom particulièrement explicite : *Juventud Sin Futuro* (Jeunesse sans futur).

Du social au politique

Mais, aussi puissant soit-il, aussi profond que soit son impact, aucun mouvement social n'est éternel. Les gens commencent à occuper rues et places, mais ils ne peuvent pas y habiter. Se pose donc la question de la représentation politique de la contestation sociale comme manière d'installer un tant soit peu dans la durée les revendications de la population. Cette question débouche sur une autre : celle du rapport de force politique qui permettrait de changer de cap et d'arrêter la machine

néolibérale dont l'offensive, au-delà des coupes budgétaires, avec acharnement, la régulation du marché de l'emploi, les services publics et l'enseignement, portant atteinte à tout le tissu social.

Cette articulation au politique est une question difficile que les mouvements sociaux omettent souvent de se poser, si ce n'est indirectement via des intentions comme « mettre la pression sur le politique » ou faire passer leurs revendications par des « amis politiques » sur qui on n'a pas vraiment prise. Mais ce qui semble particulier au 15-M, spécialement au moment où le mouvement était à son apogée, c'est que nombre de personnes y ont justement envisagé la création d'une nouvelle formation politique appuyée sur le mouvement.

Grosso modo, il s'agit là d'une prise de conscience et d'initiatives qui ont émergé de cercles restreints, indépendants du politique : un petit nombre d'académiques autour d'un noyau de politologues de l'UCM (Universida Complutense de Madrid) et de *Izquierda Anticapitalista* (Gauche anticapitaliste), une petite organisation politique de la mouvance trotskiste bien structurée au niveau national, ultérieurement rebaptisée *Anticapitalistas*¹. Plus largement, l'idée

d'inverser la politique sociale semble alors très ancrée au sein du Mouvement 15-M. Le manifeste de base lancé en janvier 2014 — et endossé par une foule de personnalités connues et moins connues des mondes culturel, social et académique — suscite une réponse positive, aussi inattendue que massive. Le titre de ce manifeste en indique parfaitement l'intention : « *Mover ficha : convertir la indignación en cambio político* » (prendre les choses en mains : convertir l'indignation en changement politique). Le moment est idéal, le projet bien formulé, le succès est tout de suite au rendez-vous. Des centaines de milliers de personnes signent et, le 17 janvier, le mouvement Podemos est officiellement lancé, dans un théâtre beaucoup trop petit du quartier madrilène de Lavapiés. Comme annoncé dans le manifeste, la perspective est bien de se mettre en ordre de marche pour le scrutin européen imminent de mai 2014.

Le choix de passer de la scène sociale à la scène politique paraît alors évident faute d'autres options politiques. Depuis la transition de la dictature franquiste à la monarchie parlementaire au mitan des années 1970, l'Espagne a connu une alternance politique tout en étant systématiquement dirigée par des gouvernements formés d'un seul parti, ce qu'on a appelé *bipartidismo* (le bipartisme)². Après la crise bancaire, c'est ainsi le

1| *Izquierda Anticapitalista* était la continuation de l'historique *Liga Comunista Revolucionaria* (LCR), qui avait été fondée au lendemain de la dictature franquiste et qui faisait partie de la Quatrième Internationale trotskiste. L'organisation était restée petite en nombre de membres, mais avait pas mal d'influence, notamment au Pays basque (où elle avait fusionné avec ETA VI-LKI, une organisation qui avait abandonné en 1973 l'ETA et la lutte armée), dans le mouvement féministe, dans le mouvement contre le ralliement de l'Espagne à l'Otan, et dans le mouvement d'« *insumisión* » des objecteurs de conscience. Au début des années 1990, le parti avait brièvement fusionné avec un ancien parti maoïste, *Movimiento Comunista* (MC, et EMK au Pays basque, où cette fusion perdura un peu plus). À la suite de cette fusion ratée, en tant qu'*Izquierda Alternativa* (IA), ils allaient participer à *Izquierda Unida* (IU), une organisation dominée par le parti communiste (PCE). Quand Podemos voit le jour en 2014, IA était redevenue une organisation qui opérait de façon autonome. Martí Causa et Ricard Martínez i Muntada (eds.), *Historia de la Liga Comunista Revolucionaria (1970-1991)*, Madrid, La Oveja Roja, 2014.

2| Initialement, le gouvernement était dans les mains de l'Unión de Centro Democrático (UCD) de centre droite d'Adolfo Suárez, une figure d'autorité de la dictature franquiste qui, avec les *aperturistas*, voulait organiser sans rupture abrupte le passage de la dictature à la démocratie. En 1982, le parti social-démocrate (PSOE) de Felipe González accède triomphalement au pouvoir avec une majorité absolue jamais égalée depuis, jusqu'à tomber en 1996 dans une ambiance d'usure du pouvoir, de pratiques illégales (financement et protection d'escadrons de la mort paramilitaires afin de combattre l'ETA) et d'affaires de corruption. C'est alors le Partido Popular de José María Aznar qui l'a emporté. Ce PP était une relance de l'Alianza Popular fondée par d'anciens franquistes. PSOE et PP ont depuis lors alterné au pouvoir, de telle sorte qu'ils ont été surnommés « PPSOE » au sein du Mouvement 15-M.

gouvernement PSOE de José Luis Rodríguez Zapatero qui tourne casaque et monte en régime dans les politiques néolibérales, avant que ne lui succède le PP avec Mariano Rajoy. Pour le 15-M, un PSOE de cet acabit ne peut plus faire relais. PSOE et PP sont mis dans le même sac et voués aux gémonies, au point de les affubler du vocable unique de « PPSOE » et de les pointer du doigt avec le slogan « No nos representan » (« Ils ne nous représentent pas »).

Un deuxième moteur de cette option pour le pouvoir est l'échec d'Izquierda Unida (IU), et en particulier du PCE (Parti communiste espagnol), qui en constituait le noyau, à jouer un rôle de premier plan et à se positionner en force d'attraction pour la jeune génération. Le leader historique d'IU, Julio Anguita, a imaginé concurrencer le PSOE sur sa gauche pour le doubler (Anguita reprenait le terme italien « sorpasso »), mais cette stratégie s'avère à l'époque un échec cuisant et IU se retrouve paralysée, plongée dans un état pour le moins apathique.

Un troisième ressort est l'absence complète de succès électoral de l'extrême gauche. Contrairement au PSOE et à IU, Izquierda Anticapitalista a bien quelques idées qui auraient pu s'avérer utiles si l'organisation avait été de taille face à l'ampleur du Mouvement 15-M. Représentée par quelques voix dynamiques, elle cultive déjà une radicalité qui donne le ton dans une partie de la jeunesse. Mais, pour les initiateurs de Podemos, leur nouvelle formation doit d'emblée s'affranchir de toute forme de marginalité politique. C'est là pour eux une condition sine qua non. Et, comme ailleurs en Europe du Sud, il n'y a pas en Espagne de parti écologiste autonome d'une certaine ampleur avec lequel faire alliance, les verts ne s'étant jamais émancipés de la gauche.

Machine électorale et schéma populiste

La nouvelle formation va d'emblée se retrouver prise dans un *double bind* sur les plans tant organisationnel que stratégique. C'est en tout cas ce que pense une partie des fondateurs, qui néanmoins concentrent petit à petit le pouvoir en tant que « grupo promotor » et renvoient à l'arrière-plan une partie des autres pionniers³.

D'un côté, ils veulent incarner politiquement le 15-M, ce mouvement qui a tiré sa force du développement de pratiques démocratiques issues de sa base et du rejet de tout paternalisme et de tout leadership machiste, sous l'influence d'un féminisme rajeuni et énergique. Mais, d'un autre côté, le choix de l'action politique fait naître des défis organisationnels, à la fois nombreux et considérables. Beaucoup de partisans de Podemos cherchent à retrouver dans leur nouveau parti l'ambiance et les *modus operandi* alternatifs qu'ils ont développés au sein du Mouvement 15-M. Au départ, c'est une évidence dès lors que des milliers de personnes, issues directement des nombreuses tendances du 15-M, partageant un même langage, une même assurance et une même manière d'entrer en relation, affluent vers ce parti facile d'accès, y important leur assurance et leurs manières de tisser des liens, de décider et de parler. Des noyaux de base, *los círculos* (les cercles), font tache d'huile dans toute l'Espagne. Dans la diaspora aussi, ces *círculos* sortent de terre comme des champignons, souvent sous l'impulsion d'émigrés récents ou d'« expat » temporaires.

3 | Ce groupe réunit cinq personnes : le porte-parole Pablo Iglesias, Carolina Bescansa, Juan Carlos Monedero, Iñigo Errejón et Luis Alegre. Tous les cinq sont des politologues de l'UCM, sauf le dernier, philosophe, rattaché à la même institution.

L'échéance électorale approchant inexorablement, il fallait mettre au point une campagne simplifiée avec un dispositif un minimum centralisé. Le parti ayant clamé être là pour faire changer les choses et non pour tenir la chandelle, il ne pouvait en aucun cas manquer ce rendez-vous. Cela supposait d'aligner un haut commandement qui soit « une machine de guerre électorale » (dixit le chef de campagne, Iñigo Errejón) à même de « prendre le ciel d'assaut » (dixit le porte-parole et tête de liste, Pablo Iglesias). Le 25 mai 2014, Podemos crée la surprise en raflant 1254 000 voix et cinq sièges d'eurodéputés. Stratégiquement, Podemos, dans la lignée du 15-M, condamne sans équivoque le *bipartidismo* et proclame son ambition d'y mettre fin.

La tension entre « parti mouvement » et « parti machine » va alors commencer à se faire sentir, quand bien même l'enthousiasme continue de prévaloir. Tout de suite après sa naissance, Podemos s'était orienté vers des schémas populistes, surtout (mais pas seulement) à l'initiative de son chef de campagne Iñigo Errejón, se référant explicitement au politologue argentin Ernesto Laclau et à sa collègue et conjointe belge Chantal Mouffe. La préoccupation sous-jacente était de transcender aussi bien les schémas de la gauche radicale que les discours classistes, qui leur apparaissaient trop restrictifs. *Transversalidad* (transversalité) devint le nouveau mot d'ordre, qui devait permettre au parti de surmonter le clivage gauche-droite, développé dans un programme qualifié de *proyecto rupturista* (projet disruptif). Y sont lancées des propositions telles que le remplacement de la monarchie par une république, la révision de la constitution de 1978 pour faire de l'Espagne un État plurinational, etc. Sur le plan socioéconomique, c'est une recette néokeynésienne qui est proposée. Et ce n'est pas sans un clin d'œil qu'Iglesias s'affirme proche de la vieille social-démocratie (tant celle

d'avant la Première Guerre mondiale que celle d'avant le tournant social-libéral des années 1980-1990) qui, selon lui, si elles étaient encore de ce monde, les grandes figures historiques seraient éjectées du très social-libéral PSOE. Les ennemis désignés sont, d'une part, « la casta », une élite d'entrepreneurs, d'organisations patronales et de figures de l'appareil d'État et, d'autre part, le PP et le PSOE, sans oublier la monarchie. À l'opposé, Podemos identifie sa base comme « el pueblo », le peuple, qu'il entend, comme dans le Mouvement 15-M, embrasser de façon large et homogénéiser en travaillant de façon « transversale ».

La pertinence d'une telle approche se voit confirmée par les résultats électoraux. Un an après le scrutin européen, en 2015, Podemos fait son entrée dans nombre de communautés autonomes⁴. Au niveau local, coalisé à d'autres partis, Podemos arrive également au pouvoir via des formations *ad hoc* qui emportent le mayorat dans une dizaine de villes de premier plan. Madrid, Barcelone, Saragosse, La Corogne, Cadix et d'autres sont désormais *ciudades del cambio* (municipalités du changement). Il est intéressant de noter à cet égard que, sans jamais obtenir de majorité absolue, c'est grâce au PSOE que ces maires alternatifs passent la rampe dans la plupart de ces villes. Toujours en 2015, Podemos continue sur sa lancée en entrant au Parlement national avec plus de 12 % des députés, devenant le troisième parti national. En 2016, il passe le cap des cinq millions de voix et atteint même les 20 % dans le cadre d'alliances avec des formations régionales, avec IU et avec le petit parti écologiste Equo.

Mais l'âme du Mouvement 15-M a en grande partie été perdue en chemin. Il y a plusieurs raisons à cela. La mobilisation sociale et l'élan du 15-M lui-même

4 | La Constitution de 1978 a divisé l'Espagne en dix-sept communautés autonomes.

sont retombés. En dehors du mouvement féministe et de fortes mobilisations de pensionnés, les luttes sociales sont devenues défensives et fragmentées. Le nouveau parti ne peut plus être remorqué par des mobilisations et c'est dans ce nouveau contexte qu'il organise deux congrès aux enjeux importants : Vistalegre I et II, du nom du stade madrilène où ils ont lieu.

Oligarchisation et technopopulisme

Le « parti de masse » qu'est maintenant devenu Podemos a *de facto* érigé en modèle son idée de « machine de guerre électorale ». À sa tête se trouve un noyau dur composé d'un groupe d'amis (comme ils se qualifient eux-mêmes) qui va très vite commencer à se déchirer. Surtout, Podemos est rattrapé par la fameuse « loi d'airain de l'oligarchie » du sociologue Roberto Michels : le petit groupe se professionnalise, coopte amis et alliés, et évacue les voix critiques loin des centres de décision. La communication et la tactique politique sont décidées au sommet et aucune critique n'est tolérée de la part de l'opposition interne. L'état-major désigné par Vistalegre I aligne une liste homogène de proches d'un Iglesias charismatique et omniprésent dans les médias. Leur élection « par la base » s'est déroulée en ligne, les « enregistrés » ayant la possibilité de choisir entre des « plateformes ». C'est le moment où le mouvement social est au plus bas et où l'esprit du 15-M s'est évanoui. Les cercles de base sont démobilisés, désertés ou introuvables. Le technopopulisme prend la place d'un ensemble vivant et organique animé de débats démocratiques et d'impulsions venues du bas. La croissance rapide, la pagaille occasionnée par le roulement de scrutins rapprochés et le reflux du mouvement social ont accéléré ces phénomènes délétères.

Reprise de la stratégie du PCE et partenaire d'appoint

L'antagonisme stratégique « caste-peuple » se trouve dès lors décrédibilisé. Il a été battu en brèche par le soutien du PSOE pour constituer des majorités alternatives et arriver aux affaires dans les grandes villes, à l'issue des élections locales de 2015 et par les accords de majorité signés la même année, avec le même PSOE pour l'emporter dans plusieurs communautés autonomes. La stratégie de ces années 2015-2016 est bien celle d'un « sorpasso » du PSOE pour se hisser avec lui au gouvernement national. Depuis ses expériences politiques de jeunesse avec IU et avec les jeunes communistes, Pablo Iglesias a entretenu de bons contacts avec quelques *têtes pensantes*⁵ du communisme espagnol bien disposées par rapport à la nouvelle génération et ouvertes à ses préoccupations, des figures d'autorité qui entendaient faire sortir de sa léthargie « leur » IU. Des gens comme Manolo Monereo et Julio Anguita ne rapprochent pas seulement de Podemos une IU à la direction rajeunie, ils font aussi comprendre à Iglesias que son schéma populiste a atteint ses limites et que les rapports de force doivent désormais en passer par des coalitions. Le PSOE doit être ressorti du placard nommé « caste » dans lequel Podemos l'avait rangé. Les vieux communistes éclairés entendent réaliser avec Podemos ce qu'ils n'ont pas pu réussir avec Izquierda Unida. Ils ont l'oreille d'Iglesias et celle de Monedero⁶.

Par-dessus le marché, Podemos commence à être discrètement contesté. Le populisme, s'il a été efficace sur le plan électoral, est contré par le popu-

5 | En français dans le texte (N.d.T.).

6 | Errejón était de longue date convaincu de l'intérêt d'alliances avec le PSOE et quittera le parti pour un projet politique mené avec la maire de Madrid Manuela Carmena (qui a abouti à la formation de sa formation rouge-verte Más País).

lisme de droite rafraîchi de Ciudadanos, concurrent prompt à emprunter les mêmes pistes⁷. Podemos et son leader se trouvent sous le feu d'une offensive particulièrement acharnée de la part des médias, qui se permettent tous les coups bas. Le ministère de l'Intérieur, aux mains du PP, a mis en place un réseau d'espionnage et de désinformation avec comme pivot un ancien commissaire de police. Les médias se complaisent à lancer des accusations de financements occultes du parti à partir du Venezuela ou de l'Iran — toutes les plaintes en ce sens finissent classées sans suite, mais elles ne manquent pas d'ébrécher la réputation du parti. Ce sont les grands arbres qui subissent les grands vents et, dans ce contexte de mises en causes multiples, Iglesias est critiqué pour son obsession du leadership et pour sa communication, il est brocardé comme « le petit mâle alfa »...

Finalement, Iglesias réussit à positionner son parti comme partenaire d'appoint dans le premier gouvernement de coalition qu'ait connu l'Espagne depuis le retour à la démocratie. Ce choix scelle le sort des *anticapis*, les cofondateurs trotskistes entretemps marginalisés. Il ne reste plus personne du « grupo promotor » hormis Juan Carlos Monedero, comme souffleur, qui ne participe à aucune des instances. Podemos formalise son alliance avec les communistes

et une série de plus petits partenaires, une alliance baptisée du nom d'une de ses fractions : Unidas Podemos, un nom utilisé uniquement au féminin. Mais d'autres partenaires, notamment en Galice et dans la communauté valencienne, prennent leurs distances avec Podemos. De nombreux cadres actuels du parti sont des personnes qui s'étaient d'abord engagées dans le 15-M, surtout dans *Juventud Sin Futuro*. Podemos remplit la fonction que le PCE n'a jamais réussi à s'arroger et deux de ses cinq ministres sont des cadres du PCE : sa figure de proue, Alberto Garzón, et la ministre du Travail Yolanda Díaz. De telle sorte qu'on peut dire d'Iglesias qu'il est revenu là où tout a commencé pour lui quand il était adolescent.

Dans les sondages, Unidas Podemos continue son recul et le temps lui est compté. Le parti aimerait terminer cette législature avec quelques plumes supplémentaires à son chapeau, lui qui n'en a encore que peu, dont la hausse de l'allocation de revenu minimum. Par contre, assez souvent, Podemos marque le pas face au PSOE, ne parvenant pas à peser sur le plan européen, ni à annuler les réformes néolibérales du marché de travail ni les lois répressives instaurées par le PP⁸. De même, sur le plan institutionnel (la monarchie, la Catalogne), Podemos se heurte à un PSOE plus puissant et plus conservateur que lui.

Quelques leçons et une fin ouverte

Au long de ces années, le contexte politique a complètement changé. Sur les décombres d'une droite ravagée par l'affairisme du PP, a prospéré la formation néofranquiste Vox, qui met sous pression les autres formations de droite et les pousse dans une surenchère nationaliste de droite. Le catalanisme de droite, avec la feuille de route qu'il

7 | Ciudadanos (Citoyens) existe de longue date en Catalogne comme formation anticataloniste et proespagnole. Avec un nouveau chef de file, le jeune Albert Rivera, le parti entreprend de concurrencer Podemos sur la scène nationale. Soutenu par les libéraux européens, il se positionne comme « libéral de gauche » tout en ne sachant pas quoi faire de cette étiquette en termes de contenus politiques, ni sans avoir de liens avec un libéralisme espagnol qui n'a jamais vraiment percé. Confronté à la crise du *bipartidismo* et à la nouvelle volatilité politique, Ciudadanos était soutenu par des pans de l'establishment espagnol qui voyaient en lui un éventuel partenaire de coalition pour le PP aussi bien que pour le PSOE. La soi-disant position « libérale de gauche » est très vite échangée pour des positions de droite et un nationalisme espagnol exacerbé dans une concurrence avec le Partido Popular et le parti d'extrême droite Vox.

8 | Telle la réforme du Code pénal et la loi bâillon, voir <https://cutt.ly/KvRgmw9> (N.d.T).

s'est donnée en 2014, a suscité une réaction nationaliste espagnole féroce et ultradroitière. Les questions identitaires submergent les questions sociales, ce qui, comme en Belgique, représente pour la gauche un gros problème à surmonter. Dans un contexte aussi ingrat, Unidas Podemos semble perdre pied vis-à-vis de l'électorat.

Le parti a connu en six ans une trajectoire inédite de laquelle la gauche européenne peut tirer quelques leçons importantes. La première est que le malaise social doit être transformé en changement politique. La seconde est que, dès que la pression de la rue diminue, la politique recouvre son autonomie. Le découplage de la politique instituée avec la mobilisation sociale n'est jamais une bonne affaire et le changement que l'on cherche à susciter advient en s'attaquant au pouvoir et non en se complaisant dans la marginalité à distribuer des certificats de pureté. Il revient aux partis à croissance électorale rapide de porter un maximum de soins et d'attention à leur point d'ancrage organisationnel, leur base. Sans cela, à l'instar de nombre de partis sociaux-démocrates européens, ils dégénèrent en cercles oligarchiques autour de figures charismatiques. Un gros point positif — et une réalisation à porter au crédit du Mouvement 15-M —, consiste à souligner qu'il semble bel et

bien possible d'impliquer des jeunes et des femmes dans une formation politique dès lors qu'ils y assument des positions clés. Et enfin, avec des plus et des moins, Podemos offre une contribution intéressante à la question cruciale de savoir dans quelle mesure il y a moyen d'être révolutionnaire en des temps non révolutionnaires. Le carcan européen pèse. La pandémie imprévue de coronavirus a contrecarré de nombreux projets. Les batailles légales menées par des pans entiers de l'appareil judiciaire espagnol et par l'« État profond » — une justice marquée par le conservatisme du PP, des parts importantes de l'armée et de la police nationale flirtant avec un néofranquisme contre le gouvernement de gauche lui mettent nombre de bâtons dans les roues. Et, malgré ce contexte défavorable, le parti maintient sa trajectoire sur la gauche et installe une entente avec les nationalismes de gauche de Catalogne et du Pays basque, une entente qui s'avèrera indispensable pour se maintenir dans un gouvernement minoritaire et garder la droite à l'écart du pouvoir. L'aventure de Podemos est loin d'être finie et sa fin est décidément très ouverte.

Traduit de néerlandais par Thomas Lemaigre

Vox : de nouvelles métaphores au secours du système néolibéral

Gabriel Bayarri

En période de crise systémique du néolibéralisme, il n'est pas rare de voir émerger des mouvements politiques, lesquels peuvent revêtir des formes très diverses. Ainsi l'Espagne en a-t-elle expérimenté plusieurs allant du mouvement progressiste des Indignés en 2011 à, plus récemment, une reprise en main réactionnaire de l'ordre social par les classes dominantes, avec la montée du parti d'extrême droite « Vox ». Le présent article tente de comprendre comment, en moins d'une décennie, l'Espagne plurielle du 15-M, celle qui a récemment porté au pouvoir Unidas Podemos, a également pu se montrer sous un jour des plus réactionnaires ?

Nuit d'élection, devant le siège de Vox

Le 10 novembre 2019, des élections générales avaient été convoquées en Espagne. Ce soir-là, les partisans de Vox s'étaient rassemblés sous le balcon du quartier général du parti, récemment inauguré dans le quartier Chamartín de Madrid. Ils attendaient le discours du président, Santiago Abascal¹ au milieu d'une nuée de drapeaux : certains aux couleurs nationales, d'autres verts, couleur du parti d'extrême droite. Certains arboraient même l'aigle impériale : drapeau anticonstitutionnel remontant à la dictature franquiste (1939-1975). Dans l'assistance, des gens de tous âges scandaient « Vive l'Espagne ! », « Vive le Roi ! » ou encore « Je suis espagnol ! ». « Abascal est le seul politicien sincère », s'exclamait un jeune homme.

« Notre ascension a été fulgurante » déclarait, ravie, une jeune femme. « Le Parti populaire ne me représente plus », expliquait un homme âgé. Ce fut alors que Santiago Abascal fit irruption au balcon portant un immense drapeau lui aussi. Acclamé par plus de deux-mille personnes, il prononça une harangue dans laquelle il assurait qu'il ferait appel de toutes les lois liberticides et anticonstitutionnelles devant la Cour constitutionnelle, qu'il construirait un discours patriotique et qu'il lutterait pour les droits de la famille, pour les traditions culturelles et s'opposerait à l'immigration clandestine, ainsi qu'à la subversion de l'indépendantisme catalan.

À ces mots, l'assistance ne tarda pas à s'enflammer. Une jeune femme s'exclamait : « Je vote en faveur de la vie, de la tauromachie, des traditions, de l'illégalité des immigrés clandestins ». « Franco était peut-être un salaud, mais

¹Antena 3, Noticias, « Santiago Abascal tras el resultado de las elecciones generales, vídeo en directo », <https://cutt.ly/fvOFSy3> (N.d.T.).

il nous a sauvés du communisme ! », criait un homme. « Les gens sont en colère parce qu'on taxe Vox d'être d'extrême droite, mais c'est faux ! Le problème c'est que la société est endocritinée par les progressistes », concluait une dame. L'évènement se prolongea jusqu'à tard dans la nuit. Tandis que les gens dansaient et chantaient, dans une atmosphère festive, des vendeurs ambulants vendaient écharpes, chapeaux et porteclés du parti, articles qui commençaient à être produits en masse.

Ce jour-là, Vox raflait 52 sièges sur 350 au Parlement national, 55 parlementaires autonomes et 530 conseillers municipaux. Alors que, moins d'un an auparavant, l'extrême droite ne comptait aucun représentant au Congrès des députés, elle devenait ainsi la troisième force parlementaire. À sa tête, se trouve Santiago Abascal, ancien membre du Parti populaire, né à Bilbao en 1976, marqué dès son plus jeune âge par les actions de l'ETA et ayant développé une conviction ultranationaliste. Ses propos racistes, sexistes, homophobes et nationalistes espagnols ont, à de nombreuses reprises, suscité la polémique. Comme nous le verrons, il a à la fois développé une rhétorique visant à séduire le secteur financier et construit un nationalisme sur mesure, à même de fédérer différents secteurs de la société espagnole autour de revendications pourtant contradictoires.

Dans le présent article, nous nous pencherons sur l'émergence de l'extrême droite espagnole dans le contexte de la crise systémique. Nous montrerons ensuite en quoi une pensée métaphorique permet à un mouvement au service des intérêts matériels d'une minorité (la petite bourgeoisie et l'élite économique) de se muer en un phénomène de masse. Enfin, nous soutiendrons que l'extrême droite espagnole, en tant que mouvement réactionnaire, développe un

discours fondé sur l'invocation de figures morales strictes, sur lesquelles elle fonde sa tentative de reconquête de l'hégémonie menacée des classes dominantes.

Course pour l'hégémonie politique en pleine crise systémique néolibérale

La crise systémique.

L'autre visage du 15-M

Les taux de chômage et l'ampleur de la récession économique de la fin de l'année 2020 ne sont comparables qu'à ceux de la Grande Dépression des années 1930. Cette situation a conduit de nombreux médias et magazines occidentaux influents à prédire le déclin de l'hégémonie américaine et, par conséquent, la disparition de l'ordre mondial néolibéral apparu à l'occasion de la crise planétaire des années 1970². De nombreux auteurs de tendance marxiste qualifièrent, par ailleurs, ce contexte de « crise d'hégémonie ».

L'hégémonie, selon l'école gramscienne, implique la construction d'un système matériel, institutionnel, culturel et idéologique qui répond aux intérêts de la classe dirigeante et qui, dans le même temps, bénéficie du soutien transversal d'autres classes. Ce soutien est rendu possible par l'établissement d'un consensus particulier. En effet, le système capitaliste hégémonique permet à la bourgeoisie — et surtout à sa fraction contrôlant les hautes sphères de l'économie — d'engranger des profits considérables tout en présentant ce mécanisme d'accaparement comme étant au service de l'intérêt général. Mais lorsque ce système ne peut plus offrir un minimum de prospérité ou de sécurité à la population, sa façade se lézarde et une crise d'hégémonie peut survenir. C'est ce qui s'est produit dans les années 1930, 1970 ou lors de la crise financière mondiale de 2008.

2 | Source : The Economist and Foreign Affairs.

En 2011, les répercussions de cette dernière crise débouchèrent sur le 15-M, un mouvement dont les revendications se développèrent hors de l'emprise des partis politiques. Ce n'est que dans un deuxième temps, lors de l'irruption de Podemos dans le monde politique espagnol, que fut forgé le récit selon lequel ce parti n'était que l'incarnation de l'expression spontanée du camp progressiste à l'occasion du 15-M. Cependant, comme nous le soutiendrons ici, la crise de l'hégémonie néolibérale a également débouché sur une réorganisation économique, sociale et politique des élites et de la petite bourgeoisie, dont l'extrême droite fut le vecteur naturel.

Ascension de Vox : une réorganisation face à la crise systémique néolibérale

Vox fut créé en 2013 dans le cadre de la réorganisation du champ politique national qui scellait la fin du bipartisme établi lors de la Transition démocratique. La naissance de Vox intervint à la suite de la création d'un courant modéré au sein du Parti populaire (PP), laquelle provoqua une réaction de ceux de ses membres qui étaient historiquement et sociologiquement davantage liés au franquisme et au militarisme qu'au libéralisme conservateur européen. Le parti d'extrême droite fonda une rhétorique nationaliste extrême, qualifiant les partis conservateurs de « droite lâche », incapable de s'attaquer aux questions structurelles telles que l'économie, l'immigration et les indépendantismes catalan et basque. À une époque de rupture et de tentatives de récupération de l'ordre hégémonique néolibéral, ce nouveau parti ne reflétait qu'une des expressions politiques parmi d'autres.

Vox se présenta pour la première fois aux élections européennes en 2014, mais n'obtint aucun représentant. En septembre de la même année, Abascal fut élu secrétaire général de Vox. Cependant, avec un électo-

rat limité à un groupe de franquistes nostalgiques, le parti continua à essuyer des défaites électorales.

En 2017, Vox entreprit de tisser des liens avec les extrêmes droites européennes, ainsi qu'avec Steve Bannon, conseiller en communication de Trump. Peu à peu, le parti éveilla l'intérêt de différents secteurs des élites espagnoles qui, jusque-là, s'étaient appuyés sur l'*establishment*. Elles virent en Vox la possibilité, d'une part, de restaurer l'ordre en crise et, d'autre part, de produire une rhétorique rassembleuse susceptible de faire pièce aux forces politiques favorables à la plurinationnalité³. Cela étant, si elles cherchaient à pallier l'affaiblissement du Parti populaire, elles étaient quelque peu rebutées par un projet aux relents trop clairement franquistes. C'est pourquoi, dans un premier temps, elles soutinrent le parti de centre droit d'origine catalane, Ciudadanos, présenté comme un « Podemos de droite » par le président de l'établissement financier Banco Sabadell.

Les événements violents du 1^{er} octobre 2017, faisant suite au référendum d'autodétermination catalan, marquèrent un moment clef pour Vox. En effet, le parti saisit cette occasion pour élargir considérablement son audience en développant un discours extrêmement dur à l'égard des séparatistes, centré sur l'unité éternelle de l'Espagne. Pour comprendre cette évolution, il faut avoir à l'esprit le déroulement de la crise catalane⁴. À partir des années 2010, la quête de souveraineté catalane déboucha sur un conflit ouvert avec l'État central appelé le *Procés*, notamment marqué par une série d'actions politiques lancées à partir de 2012 par

3| Dans le contexte espagnol « plurinational » fait référence à un modèle d'organisation de l'État qui respecte les identités et langues régionales (N.d.T.).

4| Cf. Huerdo Moreno Cr., « Catalogne : d'un référendum à l'autre », blog e-Mois, *La Revue nouvelle*, <https://cutt.ly/PvOHxvA> (NDLR).

la *Generalitat*⁵. L'une d'entre elles était l'organisation d'une consultation populaire en vue de la réforme de l'*Estatut*⁶ d'autonomie de la Catalogne de 2006, adopté à l'époque par des *Cortes Generales*, les chambres législatives espagnoles, dominées par le PSOE et entériné par une consultation des Catalans.

En 2012, au terme de bien des péripéties juridiques, le gouvernement central, cette fois aux mains du PP, introduisit devant le Tribunal constitutionnel un recours en annulation de la loi catalane décidant de l'organisation de la consultation populaire. Composée d'une majorité de juges conservateurs désignés par le PP, le Tribunal rendit en 2015 un verdict d'inconstitutionnalité. Dans l'intervalle, le président de la *Generalitat*, Arthur Mas, en accord avec le mouvement indépendantiste catalan, avait appelé à une consultation non décisionnelle sur l'autonomie catalane. Sur les 37 % de la population qui se rendirent aux urnes, plus de 80 % votèrent pour une Catalogne indépendante.

Cette période fut marquée par une forte polarisation politique entre, d'une part, les Catalans qui, bien que pour la tenue d'un référendum, n'étaient favorables à l'indépendance qu'à une courte majorité et, d'autre part, le reste des Espagnols, chez qui un sentiment anticatalan de plus en plus ardent se développa. Cet anticatalanisme fut capté électoralement, dans un premier temps par le parti de centre droit, Ciudadanos et, ensuite, par Vox.

C'est dans ce contexte que la loi catalane relative à l'organisation du référendum d'autodétermination fut jugée anticonstitutionnelle par le Tribunal constitutionnel. Dans un climat de

grande tension médiatique et en dépit de l'absence de soutien de l'État espagnol et des avertissements proférés par Mariano Rajoy (PP), alors président du gouvernement central, la *Generalitat* de Catalogne maintint sa décision de tenir un référendum qui se déroula le 1^{er} octobre, malgré les entraves et les difficultés logistiques. Selon la *Generalitat*, la participation s'éleva à 43,03 %, 90,18 % des votes étant en faveur de l'indépendance. Ce jour-là, la *Guardia Civil* et la police nationale mirent en scène la répression d'État de la manière la plus violente, en pénétrant dans les bureaux de vote, en arrachant les urnes et en blessant de nombreux électeurs. Après le référendum, la *Generalitat* s'empressa de déclarer unilatéralement l'indépendance de la Catalogne. C'est alors que, brusquement, soutenir Vox devint une manière d'exprimer une désapprobation des événements catalans. En guise de représailles, le gouvernement central appliqua le très controversé article 155 de la Constitution⁷ et emprisonna les dirigeants politiques à l'origine du référendum. Ces derniers purgent actuellement des peines de prison allant de neuf à treize ans, tandis que le président de la *Generalitat*, Carles Puigdemont, principal responsable de l'organisation du référendum et de la déclaration d'indépendance, est réfugié en Belgique, où il jouit de son immunité parlementaire de député européen.

C'est à ce moment que les élites furent séduites par le talent avec lequel Vox utilisait les événements de l'automne 2017 pour asseoir son discours antibureaucratique et son appel à un nationalisme centralisateur. Ce positionnement, à l'instar de celui de toutes les droites extrêmes du monde, est porteur d'une contradiction entre discours et pratique. Ainsi tandis qu'il vend un projet protec-

5|On appelle *Generalitat* le système institutionnel qui organise politiquement la région catalane. Elle est principalement composée d'un Parlement, d'un gouvernement et d'une présidence (N.d.T.).

6|*Estatut* ou norme constitutionnelle de la *Generalitat*, les institutions de la Communauté autonome (N.d.T.).

7|Cf. Cagiao y Conde J., « Le procès contre le Procès. Une grave politisation de la justice », *La Revue nouvelle*, n° 6/2020, <https://cutt.ly/pvOHJEI> (NDLR).

tionniste et insiste sur la nécessité d'un contrôle étatique des agents régulateurs extérieurs, dans les faits, il cherche à mettre en œuvre un programme visant à réarticuler l'ordre hégémonique néolibéral. Pourtant, malgré ce hiatus, après le 1^{er} octobre 2017, on vit fleurir les drapeaux rouge et jaune, symboles de la défense de l'unité nationale, aux balcons de nombreuses villes d'Espagne.

Dès lors, Vox entreprit de se doter d'intellectuels organiques, via la création de divers think tanks, tels que la Fondation Disenso. Le parti s'appuya aussi sur des faiseurs d'opinion nationaux comme le journaliste Hermann Terstch⁸ ou l'écrivain Fernando Sánchez Dragó⁹, mais aussi sur des médias aux ambitions transatlantiques tels que *La Gaceta de la Iberoesfera* ou *Toro TV*, qui font partie du groupe médiatique ultraconservateur Intereconomía et sur un réseau de « bots », chargés d'occuper en permanence le terrain des réseaux sociaux. Par ailleurs, Vox tissa non seulement des liens étroits avec des groupes catholiques, tels que la Conférence épiscopale, le groupe Hazte Oír¹⁰, et sa version internationale de « CitizenGo¹¹ », ou le Forum espagnol de la famille, mais aussi avec le syndicat Justicia Policial Salarial (Jupol) et l'association professionnelle

des Gardes civils (Jucil). Il s'attira également les faveurs d'importants réseaux de soutien issus des classes dirigeantes : les directeurs du Real Madrid Football Club, la direction de la Confédération des entreprises de Madrid (CEM) et celle de la Confédération espagnole des organisations d'entreprises (CEOE) ou encore l'Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran (MEK). Cette dernière fit un don de 800 000 euros au parti pour financer les élections européennes de 2014. Abascal devint ainsi un leader aux accents autoritaires sur fond de crise systémique ; quant au parti, il ne cessa de croître exponentiellement jusqu'à obtenir 52 députés aux élections nationales de 2019.

Selon le politiste Cas Mudde¹², Vox partage avec l'extrême droite européenne deux principaux points communs : le nativisme¹³ (combinaison de nationalisme et de xénophobie) et l'autoritarisme. La nation est comprise comme un espace monoculturel, ce qui donne lieu à diverses propositions d'homogénéisation. Cependant, certaines pointent des singularités de la cosmologie de l'extrême droite espagnole. Si l'on se réfère à la typologie des thèses de l'extrême droite établie par Falter et Schuman¹⁴, on remarque que Vox présente neuf caractéristiques sur dix éléments. La liste comprend le nationalisme extrême, l'ethnocentrisme, l'anticommunisme, l'antiparlementarisme, l'antipluralisme, le militarisme, le souci de la loi et de l'ordre public, la promotion d'un leader politique et/ou d'un exécutif fort, l'anti-amé-

8 | Hermann Terstch est un journaliste, écrivain et homme politique espagnol. Depuis juin 2019, il est député européen pour Vox. Il fait également partie du comité de rédaction du journal *La Gaceta de la Iberoesfera*. Média acquis en octobre 2019 par Vox par le biais de sa Fondation Disenso (N.d.T.).

9 | Fernando Sánchez Dragó est un écrivain et l'ancien présentateur d'une émission littéraire. En 2018, il se lie officiellement à Vox en faisant une apparition publique lors d'un rassemblement. Il publie ensuite Santiago Abascal. *España vertebrada* (Abascal. Une Espagne structurée), un livre où il reconnaît partager les idées politiques de Vox (N.d.T.).

10 | Hazte Oír est une association ultraconservatrice fondée au début des années 2000. Elle s'oppose au mariage homosexuel, à l'avortement ainsi qu'à l'euthanasie. (N.d.T.)

11 | Fondée à Madrid en 2013, CitizenGo est une ex-croissance de Hazte Oír qui sert à porter ses luttes et revendications au-delà des pays hispanophones via des pétitions en ligne et un activisme sur Internet (N.d.T.).

12 | Mudde, Cas. 1995, « Right-wing extremism analyzed. A comparative analysis of the ideologies of three alleged right-wing extremist parties (NPD, NDP, CP'86) », *European Journal of Political Research*, 27 (2), 203-224, <https://cutt.ly/GvOJPfD>.

13 | Le nativisme est l'idée selon laquelle un pays devrait être habité par sa seule population autochtone (N.d.T.).

14 | Falter J. W. y Schumann S., 1988, « Affinity towards right-wing extremism in Western Europe », en Klaus Von Beyme, (ed.), *Right-Wing Extremism in Western Europe*, Londres, Frank Cass., <https://cutt.ly/QvOJBdG>.

ricanisme et le pessimisme culturel¹⁵ ; seul l'antiaméricanisme est absent de la rhétorique de Vox, principalement en raison des affinités qui le lient au projet trumpiste. C'est là un fait nouveau dans l'histoire de l'extrême droite espagnole qui, depuis le XIX^e siècle, et de façon très évidente pendant le franquisme, appuyait la construction de l'identité nationale sur la logique binaire de l'antiaméricanisme.

Nous n'analyserons pas ici les éléments de la liste précitée, dans la mesure où plusieurs spécialistes¹⁶ de l'extrême droite européenne l'ont déjà fait et pour éviter de perdre de vue le sujet central de cet article : comprendre comment un petit parti, quasi inexistant il y a encore quelques années, est parvenu à engranger 52 députés au Parlement national. Comment Vox a-t-il réussi à élargir sa base électorale (classiquement composée par la petite bourgeoisie, l'élite économique et les nostalgiques du franquisme) et à obtenir le soutien de 3,64 millions d'Espagnols ?

Comment ainsi imaginer qu'une personne LGBTQ+, une femme ou un migrant puisse voter pour un parti qui nie ses droits et libertés ? De même, comment comprendre qu'une personne issue des classes populaires, disposant de peu de ressources, vote en faveur de politiques qui vont à l'encontre de ses intérêts de classe ? Ne serait-il pas plus logique que ces groupes votent pour des partis soucieux de leurs intérêts ? Du reste, l'Espagne n'avait-elle pas connu un mouvement populaire soucieux de la défense des classes ouvrières en 2011 ? Quelle que soit la perplexité face au phénomène, force est

de constater que Vox obtint le soutien de larges secteurs de la société lors des élections de 2019. Bien sûr, comme c'est le cas pour les autres extrêmes droites européennes, l'électeur de Vox est majoritairement masculin et plus jeune que celui des autres partis (en moyenne huit ans de moins). Il a, par ailleurs, un niveau socioculturel moyen et des revenus des plus modestes aux plus élevés¹⁷. Sur les 500 000 votes qu'Unidas Podemos a perdus lors de ces élections, environ 200 000 sont allés à Vox. Ces changements s'expliquent largement par, d'une part, la rhétorique des deux partis qui avaient chacun articulé leur discours sur le rejet de l'establishment et, d'autre part, sur l'évolution des sentiments des électeurs.

Cela étant, ce transfert n'explique pas les plus de 3,64 millions de voix engrangées par l'extrême droite. Pour répondre à cette question, nous développerons l'idée selon laquelle la ré-articulation du néolibéralisme en réaction à la crise systémique qu'il traverse s'est appuyée sur une pensée métaphorique qui a permis à l'extrême droite d'élargir son espace électoral et identitaire.

La pensée métaphorique de l'extrême droite espagnole

Pour le linguiste George Lakoff, les « cadres cognitifs » sont des structures mentales qui façonnent notre manière de voir le monde et nos justifications. Ils configurent et ordonnent toutes nos connaissances, nos systèmes de croyance, nos valeurs et nos actions par le biais du langage. Dans le contexte politique espagnol actuel, l'utilisation par Vox d'un langage métaphorique nouveau permet une expérience inédite d'abstraction et d'intériorisation du monde. Les énoncés métaphoriques en question se caractérisent par leur flexibilité

15|Ce pessimisme est marqué chez Vox par de nombreuses attaques contre le multiculturalisme et contre tout type d'identité perçue comme différente.

16|Une étude récente de Carles Ferreira (2019) se penche de manière exhaustive sur sept caractéristiques doctrinales inhérentes au projet politique de Vox, à savoir : nationalisme, nativisme, autoritarisme, antidémocratie, populisme, exaltation des valeurs traditionnelles et néolibéralisme.

17|Santana A. et Rama Caamaño J., *Agenda Pública*, « El perfil del votante Vox », 4 décembre 2019, <https://cutt.ly/jvOJxhV>.

sémantique, qui permet de les utiliser dans différents contextes et de les ajuster facilement aux besoins (de sens et de communication) de l'utilisateur.

La métaphore de la Guerre Juste

Les cadres de l'univers discursif violent de Vox se basent sur une métaphore articulant trois personnages : le méchant, la victime et le héros. L'intrigue serait la suivante : un méchant commet un crime à l'encontre d'une innocente victime. Il s'ensuit un déséquilibre de forces qui nécessite l'intervention du héros solitaire. Ce dernier s'aventure alors dans un espace inhospitalier et hostile, où le guette un méchant monstrueux incarnant le mal. Aucune négociation n'est envisageable, le héros doit vaincre afin de rétablir l'ordre moral et sauver la victime. À la fin, le héros est acclamé pour sa victoire, au terme d'une action placée sous le signe de l'honneur, de la probité et de la gloire.

On le voit, le récit se construit sur un antagonisme : le héros, représentant du « bien » et de l'ordre rétabli s'oppose au méchant, figure diabolique, immorale et perverse. Telle est la métaphore de la Guerre Juste utilisée par Vox, laquelle peut aisément être déclinée, au gré de la modification des personnages et des intrigues. Ainsi peuvent se multiplier les triades : la police et/ou l'armée (héros), le bon citoyen (victime), le Catalan, le Basque et/ou l'indépendantiste (méchants) ; Santiago Abascal (héros), le bon citoyen (victime), la gauche progressiste, le féminisme, l'immigré et/ou tout membre des groupes LGTBIQ+ (méchants) ; Vox (héros), le bon citoyen (victime) et l'État autonome (méchant) ; Vox (héros), le bon citoyen (victime), le bandit/le corrompu (méchants).

Ainsi, les sympathisants de Vox construisent des concepts qui s'appuient sur un langage belliqueux. Ils se perçoivent comme des victimes, de bons citoyens qui ne rétabliront

l'ordre moral qu'au prix d'une guerre et d'une victoire héroïques. Il s'agit d'un changement de cadre général qui s'est automatiquement incarné en une demande sociale de changement conservatrice et belliqueuse. Celle-ci s'appuie sur une vision du monde focalisée sur la question de la violence et sur l'attente d'un héros providentiel ne comptant que sur ses propres forces.

C'est au travers de ces cadres guerriers que l'électeur de Vox élabore sa pensée, à un degré dépendant de son adhésion au projet. La pensée politique, en plus d'être littérale, est métaphorique et imaginative. Dans un contexte de crise systémique, la raison n'est pas dépassionnée, mais engagée émotionnellement. Elle se construit principalement autour de repères moraux tels que Dieu, la Patrie et la famille.

Le père strict

Les pensées politiques, qu'elles soient conservatrices ou progressistes, présentent une cohérence propre. Elles se fondent sur des visions différentes de la morale familiale, qui s'étendent à la politique et à d'autres domaines. Ainsi la famille conservatrice se structure-t-elle autour de l'image du père strict qui croit en la nécessité et en la valeur de l'autorité. Un père capable d'appréhender à ses enfants à se discipliner et à se battre dans un monde compétitif, dans lequel ils réussiront s'ils sont forts, assertifs et disciplinés¹⁸. Dans la métaphore de la Guerre Juste, Santiago Abascal se présente comme un homme dur, viril, quasi militaire. Abascal est un cowboy chevauchant fièrement les plaines andalouses¹⁹ et qui, à l'instar du Terminator/Schwarzenegger californien, a déclaré une guerre implacable à la

18 | Lakoff G., 1996, *Moral politics*, Chicago, University of Chicago Press.

19 | Cette comparaison fait référence à une vidéo dans laquelle Abascal se mettait en scène : *Dailymotion*, « Santiago Abascal cabalgando en tierras andaluzas », <https://cutt.ly/ivOKOOc> (N.d.T.).

terreur et la violence. C'est un père strict qui appréhende la violence du monde, laquelle légitime l'autorité et l'obéissance. D'ailleurs, la morale familiale, qui s'articule autour de la figure du père strict fait écho à la métaphore de la Guerre Juste. C'est un univers masculin, où le père est le *pater familias* qui considère logiquement l'émergence du féminisme comme un adversaire et qui inspire et organise sa famille avec l'aide d'institutions conservatrices : organismes catholiques, groupes financiers, entreprises de construction, secteur de l'éducation privée, fonds de pension et assurances maladie, jusqu'aux mouvements néonazis et aux hooligans.

Abascal, figure du père strict, mène une guerre contre l'indépendantisme, la corruption, la violence et « pour la défense des valeurs traditionnelles ». Il se présente en héros d'une métaphore qu'il a lui-même construite et développée, celle de la Guerre Juste. Il élabore un récit qui repose sur l'imaginaire de la Reconquista, de la croisade chrétienne contre les musulmans dans une péninsule ibérique où l'héroïsme et la bravoure de figures telles que Don Pelayo²⁰ et le Cid l'inspirent, tout comme elles inspirèrent le dictateur Franco.

Le monde, pour le père strict, est peuplé de gagnants et de perdants ; c'est un lieu où le bien et le mal sont absolus. Les valeurs du père strict sont menacées à tout instant par l'indépendantisme qui œuvre à la dislocation de l'Espagne, mais aussi par les politiques proavortement ou par les mariages civils « hors norme ». Dans un monde à ce point dangereux, la famille et ses valeurs traditionnelles doivent être protégées et le dialogue avec le « méchant » est impossible ; il n'est de victoire que totale. Le héros doit agir et s'opposer aux méchants qui tentent d'anéantir ses valeurs.

C'est un monde dur qui commande d'apprendre aux enfants à se défendre en leur enseignant la différence entre le bien et le mal, en renforçant leur sens moral, en empêchant l'école²¹ de souiller leur bonté et leur pureté. L'enfant n'est pas là pour réfléchir, mais pour obéir. Il doit respect et soumission à l'autorité morale du père strict, seul apte à distinguer le bien du mal. « Nous perdons le respect de tout : de la famille, de nos valeurs », s'exclamait nerveusement un électeur de Vox. Seule la discipline fera progresser l'enfant, lui permettant de s'enrichir et de se défendre. Le père strict Abascal associe ainsi la morale et la discipline traditionnelles à la prospérité et à la sécurité : un bon citoyen combat la « populace », par les armes si nécessaire. Enfin, le père strict explique les règles et punit si l'enfant se comporte mal. « En Europe, il n'y a pas de peine de mort pour les violeurs meurtriers ; en revanche, il y en a une pour un enfant innocent victime d'une maladie rare que ses parents, l'État italien et l'hôpital du Pape veulent sauver. Quel désordre moral ! », s'exclamait Abascal sur son compte Twitter en 2018²².

La métaphore belliqueuse de la Guerre Juste avive la peur et le désespoir pour susciter l'adhésion de chacun de nous au modèle du père strict.

Ainsi Vox, avec Abascal à sa tête, utilisent cette métaphore afin d'assoier l'image d'une famille dont le père strict est un héros qui, grâce à ses pratiques autoritaires, vaincra les méchants. Bref, ce père strict lancé dans une Guerre Juste est le cadre qui permet au camp des conservateurs et des néoconservateurs de s'ériger en autorité morale

21|Vox souhaite imposer un veto parental. Ce dernier consiste à donner le droit aux parents de « protéger » leur progéniture d'enseignements qu'ils jugeraient contraires à leurs convictions en matière de féminisme, d'éducation sexuelle, d'antiracisme, de modèles de famille (N.d.T.).

22|AFP, « Mort d'Alfie, un petit Britannique au cœur d'une longue bataille judiciaire », rtbf.be, 28 avril 2018, <https://cutt.ly/evOLz8U> (N.d.T.).

20|Pélage le Conquérant, premier roi des Asturies (713-737) et initiateur de la Reconquista (N.d.T.).

et d'attirer 3,64 millions d'Espagnols. Dans leur vision, le « mal court en toute liberté de par le monde », tandis que le bien doit prouver sa force en l'anéantissant et en exigeant châtement et vengeance. C'est un avantage du camp conservateur : face au camp progressiste qui exigeait « la justice et non la vengeance », l'extrême droite a normalisé l'idée que « la punition est la justice ». L'emprisonnement politique des dirigeants indépendantistes du *Procès catalan* en est une métaphore parfaite.

Les Espagnols écartelés entre deux métaphores

Le modèle du père strict qui séduit les millions d'électeurs de Vox n'implique pas pour autant qu'ils aient renoncé à la démocratie, mais plutôt qu'ils ont trouvé dans ce modèle une manière efficace de vaincre dans une Guerre Juste et ont été attirés par des récits conservateurs qui imprègnent la culture espagnole postfranquiste. Dans un système strict, la punition est la norme et une personne accède à la moralité grâce à la discipline, laquelle, à son tour, permet d'atteindre la prospérité... Et si la prospérité n'était pas au rendez-vous, il faudrait en conclure que la discipline a fait défaut.

La crise de 2008 a trouvé une expression démocratique dans le 15-M. À l'époque, la rhétorique progressiste suscitait l'adhésion d'une large partie de la population, laquelle voyait dans l'approfondissement démocratique des Indignés la voie permettant de résoudre la crise structurelle en cours. Cependant, tant cette crise systémique que le 15-M ont entraîné une réorganisation de la droite qui opta pour le soutien à l'extrême droite et à son entreprise de construction d'une rhétorique violente. Comme nous l'avons expliqué dans la seconde partie de l'article, cette rhétorique a été assimilée par une large partie de la population qui partage cette vision stricte du monde.

Grâce à ce modèle de pensée métaphorique, l'extrême droite espagnole rassemble différents secteurs de la société qui, bien qu'ils semblent avoir des exigences contradictoires, s'accordent sur un certain modèle d'ordre social et de rigidité morale. Contrairement au modèle du camp progressiste qui se fonde sur l'idée du « parent nourricier » et défend la prise en charge d'autrui et l'affaiblissement des hiérarchies, les partisans de Vox se considèrent comme responsables et moraux. Ils sont convaincus que les problèmes de l'Espagne seront résolus par l'application de cette « morale stricte ». C'est ainsi que se dessinent deux conceptions de la sortie de crise, l'une, progressiste, prône l'approfondissement démocratique, tandis que l'autre, autoritaire, cherche à s'appuyer sur la peur pour défendre une logique punitive, faisant ainsi fond sur le reliquat des valeurs du franquisme qui continue d'imprégner la société espagnole.

Comme on le voit, comprendre les métaphores à l'œuvre est essentiel pour éclairer notre fonctionnement et nos relations au monde, réel ou imaginaire. C'est un processus inconscient, qui, dans certains cas, nous amène à caractériser la réalité non pas telle qu'elle apparaît à nos sens, mais au travers de la création d'entités abstraites, de fantômes hostiles, de peurs qui nous jettent dans les bras de projets réactionnaires à la faveur d'une victoire de nos projections sur les réalités du monde.

C'est ainsi que Vox, de même que l'extrême droite internationale, parvient à fédérer autour de lui des personnes qui sont les premières lésées par leurs politiques, lesquelles ont pour seul but de raffermir la position des classes dominantes en cette période de crise systémique néolibérale.

Traduction de l'espagnol
par Christophe Mincke et Cristal Huerdo Moreno

Féminisme espagnol

Que reste-t-il du mouvement des Indignés ?

Guadalupe Jiménez-Esquinas et Carlos Diz

Initialement rejeté par le mouvement des Indignés, car considéré depuis toujours comme une lutte secondaire et non universelle, le féminisme a fini par l'imprégner. Ses discours, idées et gestes quotidiens devinrent ainsi un axe transversal et essentiel du 15-M, indispensable à sa compréhension. Tant et si bien qu'aujourd'hui, c'est au sein du féminisme espagnol que l'on retrouve le substrat sur lequel, en 2011, naquit le 15-M. C'est d'ailleurs ce même féminisme qui, aujourd'hui, en contexte de crise, affronte la menace réactionnaire et fait barrage à une déferlante de politiques conservatrices.

Quelques illustrations peu féministes du mouvement des Indignés

Pour des raisons peut-être semblables à celles des personnes qui m'entouraient, je participai à la manifestation du 15 mai 2011 à Saint-Jacques-de-Compostelle : un ras-le-bol du bipartisme, de l'*austéricide* néolibéral et du démantèlement des services publics ; une indignation face à la manière de faire de la politique et face au gouffre qui la séparait des problèmes de la vie quotidienne ; une lassitude vis-à-vis de la précarité dans laquelle était plongée la majorité de la population, particulièrement les jeunes, les immigrés et les femmes. À un moment de la manifestation, plusieurs jeunes enfilèrent des cagoules et commencèrent à lancer des pétards, à brûler des distributeurs automatiques, à lancer des bombes fumigènes et à briser des vitrines. La police surgit de tous les côtés, en plein cœur de la vieille ville, et matraqua aveuglément

les manifestants. Affolée et apeurée, la foule se mit à courir, et moi, la petite vingtaine et enceinte, j'étais prise au beau milieu de cette souricière imprévue. Heureusement, un copain me tira par le bras et je parvins à filer par une ruelle. Je rentrai chez moi en pestant et me promettant de ne plus prendre part à aucune manifestation parce que, là non plus, ni ma grossesse ni ma précarité en tant que jeune femme n'avaient été considérées. Les pétards, le tumulte causé par une poignée d'adolescents et les matraques de la police avaient relégué au second rang notre sécurité et la légitimité de nos revendications.

Après cet épisode, je suivis de près l'évolution des différents rassemblements organisés sur les places. Parfois, je m'en approchais, mon bébé à présent dans les bras, mais seulement pour écouter. Même si certaines connaissances m'invitaient à m'impliquer davantage,

j'avoue que jamais je ne pus me permettre de camper sur une place, ni de peindre des pancartes ni de participer à la plupart des activités. Être activiste a un coût que je ne pouvais me permettre à l'époque. Je dois aussi reconnaître que je n'étais pas une Indignée exemplaire, mais c'était réellement émouvant de voir cette vague de manifestations, de micros ouverts permettant aux gens de faire librement part de leurs expériences et de leurs revendications, dans un nouvel environnement enthousiasmant, horizontal et totalement hétérogène. Je voulais que mon fils s'éveille au monde dans cette ambiance.

Un jour, je ne pourrais dire comment, une des féministes bien connues proposa d'intégrer la perspective de genre dans certaines réflexions. Dans d'autres villes du pays, on scandait : « La révolution sera féministe ou ne sera pas » et, à Madrid, une pancarte portant ce cri de ralliement avait été accrochée sur la place de la Puerta del Sol, causant un vif émoi auprès de certains manifestants. Plus d'une fois, cette pancarte fut retirée et accrochée à nouveau, signe de la persistance d'une tension qui ne datait pas d'hier et qui n'était pas près de s'éteindre. Dans le même temps, il fut suggéré d'intégrer aux réflexions la question linguistique et identitaire, et d'utiliser le galicien comme langue de communication pour rendre sa place au multilinguisme reconnu par l'État espagnol.

Ces deux propositions provoquèrent un très grand malaise parmi les personnes présentes. Au milieu des huées, on pouvait entendre : « Voilà les enquiquineuses qui remettent ça » et « ce sont des combats particuliers et pas universels ». Je me rappelle qu'un très jeune garçon, mais très éloquent, monopolisa rapidement le débat. À ses yeux, ces deux propositions étaient des « combats secondaires ». Il accusa les intervenantes

d'être un cheval de Troie, de semer la division, de dénaturer et de détourner le mouvement de la lutte principale avec des revendications à la fois superflues et trop radicales. Je n'en croyais pas mes oreilles, moi qui, depuis des années, étudiais les théories du genre et les théories féministes. J'avais sous les yeux l'union malheureuse du marxisme et du féminisme, union que décrivait déjà Heidi Hartman dans les années 1970¹. Se rejetaient là ces vieilles luttes intestines inhérentes aux mouvements de gauche, sous la dictature et la Transition démocratique, que certaines féministes historiques avaient fuies épouvantées et dont j'avais entendu parler². À nouveau, je rentrai chez moi en pestant et me promettant de ne plus m'impliquer dans ce mouvement, car ce qui, dans mon échelle de valeurs, était fondamental, avait été qualifié de gênant, de secondaire, de truc de « bonne femme ». Un type classique de politique avait prévalu, où quelques jeunes hommes, loin d'être dans le besoin, lançaient des slogans sur le modèle du discours ouvrier, établissaient leurs priorités et s'imposaient face aux propositions des sorcières féministes. Tout cela l'avait emporté sur une autre forme de rap-

1|Hartmann H. I. (1979), « The unhappy marriage of Marxism and feminism: Towards a more progressive union », *Capital & Class* 3 (2), 1-33, <https://cutt.ly/Eva998W>.

2| Dans ce contexte, en particulier dans les années 1970, la base des mouvements de gauche et progressistes considérait le féminisme comme une menace plutôt que comme un allié. La centralité du paradigme ouvrier et l'omniprésence de l'homme blanc, qualifié et travailleur, reléguait les revendications des femmes au second plan, minimisant leur valeur et leur importance. Les femmes mettaient au centre de leur combat non seulement le travail productif, mais aussi le travail reproductif (presque jamais rémunéré), tout comme une série de valeurs, d'aspirations et d'émotions qui n'avaient pas leur place dans une rhétorique plus militante, centrée sur le combat, la masculinité et la conquête du pouvoir institutionnel. De cette manière, le projet politique féministe, intimement lié à la vie quotidienne, au corps à corps de la vie et aux soins à autrui, était considéré comme un combat de second plan, très dispensable, d'autant plus qu'il pouvait mettre en danger le véritable combat, l'urgente et non négociable lutte politique des hommes.

port au politique, sur l'empathie et les soins apportés à autrui, sur la vie même. J'ai regardé autour de moi et je me suis retrouvée plus seule que jamais : jeune, précarisée et avec un bébé dans les bras. Ce n'était pas un endroit pour moi.

Comment les féminismes imprégnèrent le mouvement 15-M

Dix ans plus tard, je continue de penser que ce n'était pas un endroit pour moi, même si, avec le temps, ma vision des choses a changé. Heureusement, d'autres femmes trouvèrent leur place ; elles continuèrent à semer le discours féministe et à proposer d'autres façons de faire qui finirent par percer, telle une fine pluie. Après ces premiers moments de rejet, de huées, de pancartes arrachées et de roulement de mécanique de jeunes coqs, petit à petit et avec beaucoup de patience, la perspective de genre et la perspective féministe devinrent fondamentales, essentielles même. Ensemble, plusieurs générations de féministes ont réalisé un merveilleux travail d'éducation populaire en s'appuyant sur des arguments solides. Ce travail consista également à démasquer le machisme de gauche, à formuler des propositions, à imaginer des concepts et des relations, à lancer des débats permettant à chacun de s'exprimer, à parvenir à des accords, à mettre en évidence des intersections, des vulnérabilités et des précarités qui nous touchaient toutes et tous, et qui, depuis, se sont accentuées et se sont manifestées partout, en particulier dans le contexte de la pandémie de la Covid-19. Le féminisme est un mouvement sociopolitique divers, hétérogène et intersectionnel, qui existe depuis des siècles et qui est armé d'un corpus théorique critique très solide qui ne pouvait pas être laissé sur la touche ou relégué au second plan. Comme l'ont analysé différentes auteures, dont les écrits sont devenus des « lectures obligatoires » après l'essor du mouvement

des Indignés, le soin à autrui non rémunéré entretient le système capitaliste, car le patriarcat et le néolibéralisme sont les deux faces d'une même pièce³. Cette perspective s'est révélée fondamentale pour comprendre les phénomènes qui nous indignaient, pour saisir comment s'engendraient les inégalités dont bénéficiait le système et pour comprendre comment nous pouvions nous sortir de cette impasse, si bien que la révolution ne pouvait être que féministe.

Les concepts tels que diversité, inclusion, précarité, vulnérabilité, intersectionnalité, interdépendance, affects, *désessité*⁴, identité, hétéropatriarcat, micromachisme, sororité, soutien, subsistance, intendance ainsi qu'une nouvelle centralité des soins imprégnèrent le mouvement des Indignés, non seulement au niveau des discours, mais aussi, concrètement, dans la vie de tous les jours. C'est ainsi que, par exemple, dans différents campements, peu à peu, on laissa de côté les pratiques habituelles de monopolisation du discours, on arrêta de lancer des slogans dans le but de se faire applaudir ou d'imposer des agendas. On abandonna aussi le recours au lexique belliqueux, les lancers de pétards et les accords décidés à la majorité, au profit d'une organisation plus équitable, dialogique, où les décisions se prenaient au consensus. Progressivement, les féministes commencèrent, non seulement à se soucier des concepts, des discours complexes ou purement théoriques, des agendas, mais aussi des infrastructures, de l'intendance, des cuisines, de l'alimentation, de la gestion équitable

3|Fedeciri S. (2013), *Revolución en punto cero: trabajo doméstico, reproducción y luchas feministas*, Madrid, Traficantes de sueños. Herrero Y. (2010), « Decrecimiento y mujeres. Cuidar: Una práctica política anticapitalista y antipatriarcal », dans Taibo Arias C. (coord.), *Decrecimientos: sobre lo que hay que cambiar en la vida cotidiana*, Madrid, Los libros de la Catarata, p. 17-30. Pérez Orozco A. (2014), *Subversión feminista de la economía: sobre el conflicto capital-vida*, Madrid, Traficantes de sueños.

4|Mot-valise constitué de la fusion de « désir » et « nécessité » (N.d.T.).

des ressources écologiques et économiques, de la subsistance, de la propreté et du traitement des déchets, de la sécurité des gens, du bien-être physique et émotionnel, ainsi que des affects. Les féministes impliquées dans le 15-M aidèrent à comprendre combien les soins portés à autrui, la reproduction et la subsistance sont certes importants, mais doivent surtout se trouver au centre de l'agenda politique et des mouvements sociaux. Dans ce contexte, il apparut rapidement que la division des tâches était genrée. Pendant que certaines étaient assignées aux tâches de soins — invisibles et sous-valorisées —, cuisinaient ou ramassaient les tapis de sol, d'autres s'éclipsaient pour s'accrocher au mégaphone, source de notoriété, de valorisation sociale et de médiatisation.

Lentement, mais sûrement, le machisme structurel refit surface dans les pratiques de la vie quotidienne du mouvement lui-même. Reproduisant les hiérarchies patriarcales et capitalistes, il est le résultat d'un long travail historique et culturel de socialisation différentielle des sexes, de mésestimation de ce qui relève du féminin et de captation de la valeur produite.

Dans ce cadre, une des étapes les plus importantes du processus de révélation du machisme à l'œuvre sur certains campements, fut de dénoncer les pratiques d'intimidation, de harcèlement sexuel et de violences machistes qui y prenaient place, de jour comme de nuit. Cette dénonciation souleva un tollé, déboucha sur de terribles discussions et sur la mise en doute de la véracité du récit des victimes. On accusa à nouveau les féministes de vouloir dynamiter le 15-M, en abordant des questions d'ordre « personnel ». Cependant, dénoncer ces violences dans le cadre d'un mouvement d'indignation populaire qui critiquait la « vieille politique » et les hiérarchies, qui se disait horizontal et émancipateur,

les attira en pleine lumière. En effet, si certaines violences néolibérales étaient évidentes, bien plus ardue était la tâche de démasquer la violence patriarcale et de faire admettre ses accointances avec les premières, tant elles se croisent, se nourrissent et s'alimentent mutuellement. C'est pourquoi, des espaces de travail non mixtes furent proposés dans certains endroits, où l'on déconstruisait les masculinités toxiques et violentes. Par ailleurs, des espaces sûrs pour les femmes virent le jour et des cordons de sécurité se multiplièrent, pour garantir la sécurité des personnes particulièrement vulnérables. Ces dispositifs m'encouragèrent à participer à nouveau aux manifestations. L'égalité, la sécurité, le soin à autrui et le bien-être des personnes prenant part au 15-M seraient désormais des prérequis indispensables.

À long terme, le remplacement du personnel en politique impliquait, comme le formulait déjà Kate Millet⁵ en 1969, une reformulation du concept même de « politique ». Ainsi, on s'éloignait de la Politique (avec majuscule) entendue classiquement comme représentative et limitée aux institutions traditionnelles que sont, par exemple, l'appareil d'État, le Parlement, le parti, le syndicat pour tendre vers une nouvelle politique, de l'infiniment petit, vers de nouvelles pratiques quotidiennes, incluant l'intime, les affects, les émotions, les amours et la relation à notre propre corps.

Un autre apport des plus importants des féminismes au mouvement des Indignés est précisément la diversification des féminismes, l'hétérogénéité et l'intersectionnalité, lesquelles permirent un progrès considérable : faire tomber le stigmat qui marquait « le féminisme ». Jusqu'alors, ce mot maudit désignait un mouvement social minoritaire. Cette perspective changeait radicalement dès lors que l'on passait d'une focalisation

5 | Millet K. (1995), *Política sexual*, Madrid, Cátedra.

sur un sujet politique concret et singulier (la femme) à une majorité sociale plurielle (les femmes). Ce mouvement dépassa les limites habituelles du militantisme et des mouvements sociaux, souvent repliés sur eux-mêmes, en instillant un nouveau sens commun féministe dans une couche importante de la société. Les courants féministes s'attachent désormais à questionner le statu quo patriarcal qui s'emploie à féminiser, à sous-évaluer, à invisibiliser et à capturer le travail non rémunéré ; ce processus étant à l'origine de la marginalité, de la subordination, de l'oppression et de la précarité de larges pans de la population. Si l'absence de relève générationnelle faisait craindre au mouvement féministe pré-Indignés, un épuisement des revendications, des tactiques et des répertoires traditionnels, les féminismes nés lors du 15-M parvinrent à susciter un large consensus social en mobilisant et en questionnant une majorité de citoyens. C'est ainsi que le féminisme devint *mainstream* en Espagne, en s'appuyant sur un mouvement large et créatif.

Quelles traces du 15-M reste-t-il dans le féminisme contemporain ?

Actuellement, et bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir, l'État espagnol accorde une attention particulière au féminisme. Il faut dire que celui-ci mobilise un nombre croissant de citoyens et marque les agendas politiques de manière transversale en intégrant des thèmes tels que l'écologie et l'antiracisme. Depuis le mouvement 15-M, deux mobilisations concrètes ont attesté du grand consensus dont bénéficie le féminisme : la marche espagnole contre les violences machistes du 7 novembre 2015 et la grève féministe du 8 mars 2018. Nous pourrions ajouter la réaction sociale considérable contre le verdict prononcé dans l'affaire du viol collectif

par « la meute⁶ », ou encore le soutien à Juana Rivas⁷, les campagnes #MeToo ou le procès de la procession de la « Chatte insoumise » (*Coño Insumiso*)⁸. Ce furent là des cas emblématiques qui mettaient en lumière les multiples facettes des violences machistes aux niveaux judiciaire, médiatique et structurel.

Lors de la marche espagnole du 7 novembre 2015, quelque 200 000 personnes provenant des quatre coins de l'Espagne descendirent dans les rues de Madrid, lors d'une journée qui fut qualifiée d'historique par divers médias nationaux et internationaux. Certaines des revendications évoquées ci-dessus apparurent dans les slogans et dans le manifeste (lu dans toutes les langues officielles et certaines non officielles).

6 | Il s'agit d'un viol collectif perpétré et filmé par cinq hommes (qui se faisaient appeler « la meute » sur leur groupe WhatsApp) et qui eut lieu pendant les fêtes de San Fermin (Pampelune) en 2016. Au départ, les tribunaux ne virent aucun signe d'intimidation à l'égard de la victime et considérèrent l'acte comme un simple délit d'agression sexuelle. Ils jugèrent que la victime n'avait pas opposé de résistance, car elle se trouvait en état de choc. Le verdict souleva une immense vague d'indignation. Finalement, la Cour Suprême jugea qu'il y avait bien eu une intimidation grave avec usage de la violence. Le délit fut donc qualifié d'agression sexuelle, ce qui aboutit à une condamnation à des peines de prison. Ce cas mena par ailleurs à une réforme du chapitre du Code pénal relatif aux délits sexuels.

7 | Bataille judiciaire entre Juana Rivas et son conjoint. M^{me} Rivas avait déposé plainte contre son compagnon pour violence de genre, avait fui l'Italie pour venir se réfugier en Espagne avec ses enfants et avait refusé de les confier à leur père. Un mandat d'arrêt fut déposé contre la mère pour séquestration de mineurs. Pour lui venir en aide, une campagne #juanaestaenmicasa (Juana est chez moi) fut lancée. Au bout du compte, elle fut arrêtée, condamnée à une peine de prison et à une amende. Elle perdit également la garde de ses enfants. Aujourd'hui, ils sont toujours avec leur père.

8 | La « procession de l'archiconfrérie de la sainte chatte insoumise et du saint enterrement des droits sociaux et professionnels » fut une performance satirique organisée à Séville le 1^{er} mai 2014 pour revendiquer les droits professionnels des femmes. Pendant cette procession on fit défiler une vulve en plastique de deux mètres, vêtue comme les vierges des processions de la Semaine sainte. L'association espagnole des avocats chrétiens porta plainte contre les activistes impliquées pour atteinte au sentiment religieux. Après une longue procédure judiciaire, les trois activistes furent acquittées, protégées par la liberté d'expression. Par la suite, d'autres performances du genre furent également poursuivies et condamnées.

On y parlait du terrorisme, des violences machistes et patriarcales ou des féminicides, en les présentant non pas comme un problème vécu individuellement par des femmes ou se développant au niveau du couple, mais comme un phénomène structurel dépassant le niveau individuel et constituant pleinement une question d'État.

L'Espagne devint un exemple au niveau mondial le 8 mars 2018, lorsque fut convoquée une journée de grève féministe qui ne portait pas seulement sur un arrêt de travail et sur une mobilisation étudiante, mais aussi — et surtout — sur un arrêt des soins à autrui et de la consommation. Il s'agissait de montrer le caractère central des femmes dans toutes les sphères de la vie. Ce jour-là, des manifestations de masse rassemblèrent des centaines de milliers de personnes dans les rues espagnoles. La journée fut un franc succès. Parmi les slogans scandés, on pouvait entendre un appel à la diversité inhérente au féminisme, mais aussi la dénonciation des inégalités économiques et professionnelles, de la dévalorisation des soins, de l'invisibilisation de la violence quotidienne, de la justice patriarcale, de la faible présence féminine dans les programmes scolaires, de la précarité des femmes migrantes, racisées et rurales, de la LGBTQIphobie... Apparaissaient ainsi les différents axes qui traversent le mouvement féministe.

Bref, le mouvement des Indignés fut le substrat d'une quatrième vague féministe populaire, intersectionnelle, diversifiée et hétérogène, centrée sur un sujet politique qui n'est pas défini par des caractéristiques essentialistes ou substantialistes, mais plutôt par son adhésion au féminisme. Un sujet qui comprend le patriarcat comme un système reposant sur les violences systémiques, et qui propose d'accorder une importance centrale aux soins apportés à

autrui, non seulement au niveau des discours, mais également à celui, concret, des actions. Cette quatrième vague ne surgit pas du néant, pas davantage qu'elle ne fut inventée lors des manifestations du 15-M : elle est le fruit du travail inlassable des femmes d'hier. Par ailleurs, la filiation entre cette quatrième vague et certains mouvements féministes, tels que le féminisme autonome⁹ et le mouvement autonome¹⁰, le féminisme radical et le féminisme de gauche, a pour conséquence que certaines revendications classiques du féminisme institutionnel perdent largement leur pertinence, comme la lutte contre les plafonds de verre, la revendication de la mise en place de quotas ou la focalisation sur les réformes législatives pour servir la cause féministe. La nouvelle vague propose, pour ainsi dire, un féminisme adapté à pratiquement tous les publics : ni nécessairement blanc, ni cisgenre, ni de classe moyenne, ni académique, ni militant. En fait, il s'agit plutôt d'un féminisme dont l'agenda est si large qu'il a fait siennes certaines revendications anticoloniales, antiracistes, anticapitalistes, antispécistes, écologistes ou issues du mouvement LGBT ou du transféminisme. Il s'agit d'un féminisme qui ne fait pas appel aux institutions, ni à l'État, ni à la vieille politique partisane, mais qui cherche plutôt à transformer les pratiques quotidiennes. Cette nouvelle vague récupère et tente de revaloriser certains éléments dont nos mères ont cherché à se débarrasser (les soins apportés à autrui, les affects, le travail domestique, la sororité, le quotidien, etc.). Ces évolutions, comme il fallait s'y attendre, ont suscité, et sus-

9 | Il s'agit d'un féminisme de gauche, postmarxiste, anarchiste, anti-étatiste, anticapitaliste, antiraciste, indépendant des partis et horizontal. Silvia Federici est une des représentantes de ce courant.

10 | C'est un courant politique, culturel et social d'extrême gauche qui revendique la lutte pour l'autonomie face au capitalisme, à l'État et aux syndicats. On le retrouve en Espagne, mais aussi en Italie, en Allemagne et en France.

citent toujours, de nombreux débats qui relèvent non seulement d'une question générationnelle, mais aussi de courants et de perspectives féministes différents.

Dans les deux appels à la grève précités, on peut entrevoir certains concepts, débats, réflexions et un nouveau rapport féministe au politique qui a pris forme lors du mouvement des Indignés. Au-delà, s'il y a une chose qui les caractérise c'est le fait que les deux mobilisations se sont déroulées de façon horizontale, en se basant sur les réseaux sociaux de plusieurs commissions, de groupes *ad hoc* et de personnes à titre individuel. Cette façon de faire a permis de se dissocier de toute organisation politique ou syndicale, de conserver une pleine autonomie et de prendre des décisions au consensus. Cela marque une rupture avec les normes habituelles de ce type de grèves et de manifestations, lorsqu'elles sont organisées par les syndicats, les partis, les associations ou des institutions, dotés d'une structure claire et hiérarchisée. Il s'agit donc d'un féminisme populaire, capable de mobiliser beaucoup de personnes, sachant s'organiser et utiliser les réseaux sociaux, et pouvant même compter sur le soutien de quelques célébrités. Un féminisme qui s'affiche sur des t-shirts, qui a un vaste agenda et qui ne fait pas exclusivement appel à la sphère politique partisane, mais à une transformation profonde de la société. Ces caractéristiques sont à la fois une force et une faiblesse, car nous pourrions appliquer ici l'analyse classique de « la tyrannie du manque de structures », décrite par Jo Freeman¹¹ dans les années 1970, au plus fort de la deuxième vague du féminisme. Freeman expliquait que les structures ponctuelles étaient utiles pour organiser une campagne qui requiert un travail de consensus et une horizontalité considé-

nable. Hélas, ajoutait-il, ces structures sont éphémères et tendent à gaspiller leur énergie. Elles sont dénuées de tout agenda sur la base duquel débattre, elles n'ont pas un organisme clair à affronter, ni de figure à interpeler. De plus, ces structures interfèrent à peine dans la politique classique qui, elle, légifère et distribue des ressources. Quant aux débats internes aux réseaux sociaux, ils ont une profondeur et une portée limitées.

Enfin, on pourrait également dire que cette quatrième vague relève d'un féminisme autonome qui, s'il repose sur une assise large, présente des traits individualistes et plutôt flous. De plus, cette vague s'avère très utile au pouvoir ainsi qu'au marketing. Elle est, en effet, facilement appropriable et « patrimonialisable » par divers acteurs politiques qui, malgré leurs très lointains rapports avec le féminisme, peuvent adhérer à certaines des revendications spécifiques, enfiler un t-shirt pour rejoindre un événement public, comme le 8 mars, pour le quitter aussitôt. On pourrait même ajouter que, dans certains milieux, ne pas être féministe est devenu intolérable et invivable. Pourtant, ce féminisme est aussi un mouvement de masse, puissant, incontrôlable, imprévisible, transversal et radicalement transformateur, qui n'est redevable d'aucune obéissance, entreprise, parti ou institution. C'est pourquoi, il apparaît déconcertant pour le patriarcat, difficile à comprendre, et à expliquer à partir de paradigmes classiques. En outre, depuis le 15-M, ce féminisme est comme un poisson dans l'eau dans la politique municipale et les assemblées de quartier. C'est un féminisme du quotidien, de la microéconomie, de la consommation locale, de la soupe populaire et des conversations avec la voisine d'en face. Tout ceci a aidé à ne pas perdre pied et à garder espoir pendant la pandémie de la Covid-19, en tissant des réseaux de solidarité, de voisinage et de soutien mutuel qui

11|Freeman J. (1972), « The Tyranny of Structurelessness », *The Second Wave*, 2 (1), 20.

doivent beaucoup à l'éthique des soins à autrui. En ces temps incertains de peur, d'angoisse et de rejet de l'autre, il reste à savoir si nous pourrions également freiner la puissante inexorable de l'extrême droite, notamment au sein des différents parlements. Cette extrême droite considère le féminisme comme un ennemi à abattre. Cela étant, l'expansion du féminisme que nous avons vécue et observée lors de la dernière décennie, des places jusqu'aux quartiers et des rues jusqu'aux institutions, révèle la puissance d'un mouvement vaste, pluriel et hospitalier, et sa capacité de persistance, d'imagination et de réinvention est invincible.

L'avenir sera féministe ou ne sera pas.

Adaptation française : ateliers de traduction encadrés par Manon Gillet et Cristal Huerdo Moreno, FTI-EII, UMONS.

Ont collaboré à ce numéro

Gabriel Bayarri est doctorant dans les départements d'anthropologie de l'université Macquarie (Sydney) et de l'université Complutense (Madrid)

Guillaume Destexhe est professeur émérite, guillaume.destexhe@usaintlouis.be

Carlos Diz est docteur en anthropologie et professeur à la Faculté de Sociologie de l'université de La Corogne (UDC) en Espagne, membre de l'équipe de recherche en sociologie des migrations internationales (ESOMI), <https://cutt.ly/jbMbmiH>

Brais Estévez est géographe de formation, chercheur indépendant. Il a effectué des recherches sur les espaces publics, les controverses urbaines et les nouvelles formes de manifestations citoyennes, <https://cutt.ly/YbMbEBj>

Azzedine Hajji est chercheur-doctorant en sciences psychologiques et de l'éducation à l'université libre de Bruxelles, azzhajji@gmail.com

Cristal Huerdo Moreno est maître de langues à l'université Saint-Louis, collaboratrice pédagogique à l'UMONS et traductrice, huerdo@fulladsl.be

Guadalupe Jiménez-Esquinas est anthropologue et professeure à la Faculté de Philosophie et des Sciences de l'Éducation de l'université de Saint-Jacques de Compostelle (USC). En 2019, elle a reçu le prix de la meilleure thèse en études féministes de l'université du Pays basque, <https://cutt.ly/ZbMbSsL>

Martin Labie est diplômé en traduction. Féru de bande dessinée et de mythologie, il aime les récits qui font rêver

Bruno Lefèvre est chercheur postdoctoral en Sciences de l'information et de la communication à l'université Sorbonne Paris Nord, bruno.lefevre@univ-paris13.fr

Renaud Maes est rédacteur en chef, professeur à l'université Saint-Louis Bruxelles, renaud.maes@revuenouvelle.be

Ninon Mazeaud, artiste-plasticienne, est conteuse militante des quotidiens

Pauline Mazeaud, formée à l'art thérapie, est chargée des relations aux publics et de la communication du centre chorégraphique Charleroi danse

Pierre Reman est professeur émérite et ancien directeur de la Faculté ouverte de politique économique et sociale de l'université catholique de Louvain, pierre.reman@skynet.be

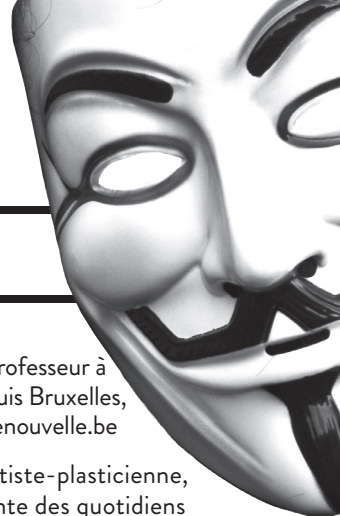
Vincent Scheltiens Ortigosa est historien, collaborateur postdoctoral à l'université d'Anvers. Il écrit sur le nationalisme, les constructions identitaires nationales, l'histoire politique belge, l'histoire de la gauche et l'histoire contemporaine de l'Espagne, coauteur de *Extremrechts. De geschiedenis herhaalt zich niet (of dezelfde manier)*

Vicki Strapoci est juriste, redaction@revuenouvelle.be

Frédéric Thomas est docteur en sciences politiques, chargé d'étude au Cetri – Centre tricontinental (www.cetri.be)

Louis Wiart est professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'université Libre de Bruxelles, wiart@ulb.be

Absil Valérie, Bruyns Cédric, Cannova Inés, Ceci Maud, Ferreira Mota Ana, Hougardy Catheline, Huyberechts Solène, Meurisse Marie, Naslin Margaux, Penel Marie-Laure, Peter Morgane, Sferlazza Ilona, Volkaerts Manon sont étudiantes de traduction en Master 1 de l'Ecole d'interprètes internationaux de l'UMONS.



LA REVUE NOUVELLE

Avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de la Région de Bruxelles-capitale et de la Cocof



Membre du réseau EUROZINE, www.eurozine.com

COMITÉ DE RÉDACTION

Albert Bastenier, Baptiste Campion, Donat Carlier, Béatrice Chapaux, Pierre Coopman, Olivier Derruine, François Fecteau, Pascal Fenaux, Azzedine Hajji, Guillermo Kozlowski, Crista Huerdo Moreno, Thomas Lemaigre (codirecteur et administrateur-délégué), Renaud Maes, Charlotte Maisin, Aude Merlin, Christophe Mincke (codirecteur), Michel Molitor, Boris Najman, John Pitseys, François Reman, Pierre Reman, Carmen Rodriguez, Laurence Rosier, Paola Stévenne, Corinne Torrekens, Luc Van Campenhoudt, Geneviève Warland

Rédacteur en chef : Renaud Maes

Secrétariat, mise en page
et mise en ligne : Carmen Rodriguez

Développement commercial
et communication : Marie-Sophie du Montant

REDACTION, GESTION DES ABONNEMENTS ET DES VENTES

rue du Marteau 19 – 1000 Bruxelles
tél. : +32-(0)2/640 31 07
redaction@revuenouvelle.be
www.revuenouvelle.be

ABONNEMENTS

institutions : 110 € – normal : 90 €
étudiants/alloc. sociaux : 70 €
enseignants : 85 €
hors Belgique : 140 €
paiement par mensualités possible
ING : BE79 3100 8279 3933

GRAPHISME

Navalorama

IMPRESSION

Ciaco LLN

ÉDITEUR RESPONSABLE

Christophe Mincke,
place de Cuesmes 21, 7033 Mons

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES SUIVANTES :

BRUXELLES

Kiosque (du Palais de justice), pl. Poelaert 1 (1000)
Météores, rue Blaes 207 (1000)
PUB, av. P. Héger 42 (1000)
Tropismes, galerie des Princes 5-11 (1000)
Tulitu, rue de Flandre 55 (1000)
Färm, av. Rogier 383 (1030)
Librairie du Noyer, rue du Noyer 238 (1030)
Filigranes, av. des Arts 38 (1040)
La librairie belge, chée de Wavre 718 (1040)
La Librairie européenne, rue de l'Orme 1 (1040)
Candide, pl. Brugmann 2 (1050)
Färm Fernand Cocq, chée d'Ixelles 136 (1050)
Les yeux gourmands, av. J. Volders 64 A (1060)
Librairie Centrale, av. Adolphe Demeur 63-65 (1060)
Librairie-presses Volders, av. Jean Volders 40 (1060)
La Tricoterie, La Revue, rue Th. Verhaegen 158 (1060)
VER sprl, rue Eugène Desmet 2 (1090)
UOPC, av. G. Demey 14-16 (1150)
Färm Vivier d'Oie, chée de Waterloo 1250 (1180)
Press World sprl, chée de Waterloo 715 (1180)
Alti-Cent, pl. de l'Altitude Cent 26 (1190)
Cook&Book, place du Temps libre 1 (1200)
À Livre ouvert, rue Saint-Lambert 116 (1200)

COURT ST ETIENNE

Quatre-Quarts, rue Emile Henricot 61X gare SNCB

GENVAL

L'Entrée Livre, place Communale 53

HUY

Librairie La Dérive, Grand Place 10

JODOIGNE

L'ivre de papier, rue Saint Jean 34

LA LOUVIÈRE

L'Écrivain public, rue de Brouckère 45

LIÈGE

Pax, pl. Cockerill 4

Livre aux Trésors, rue S. Laruelle 4

Librairie Silix, rue du Pont 34

Librairie des Vennes, rue des Vennes 44

LOUVAIN-LA-NEUVE

Furet, rue Charlemagne 10 - place Agora 11

Duc-Ciaco, Grand-Rue 2-14

MARCHE EN FAMENNE

Livre'S, av. de France 9

MONS

Scientia, rue de la Chaussée 64-66

MONT SUR MARCHIENNE

Librairie Huwart, av. P. Pastur 22-24

NAMUR

Furet, rue E. Cuvelier 53-55

Papyrus, rue Bas de la Place 16

Point Virgule, rue Lelièvre 1

Antigone, pl. de l'Orneau 17 (Gembloux)

Au Bia Bouquin, av. Jean Marterne 128 (Jambes)

NEUFCHÂTEAU

Oxygène, rue St Roch 26

TOURNAI

Librairie Kain-Tombe, rue Albert 21 (Kain)

VERVIERS

Librairie des Augustins, Pont du Chêne 1

WATERLOO

Graffiti, chée de Bruxelles 129

PARIS

Librairie Wallonie-Bruxelles, 46 rue Quincampoix